

Importation et utilisation des drones :
L'ambassade d'Algérie à Madrid annonce un encadrement renforcé

P.02

Accord ministère de l'Intérieur – ministère des Affaires étrangères :
Vers la digitalisation des services consulaires

P.03

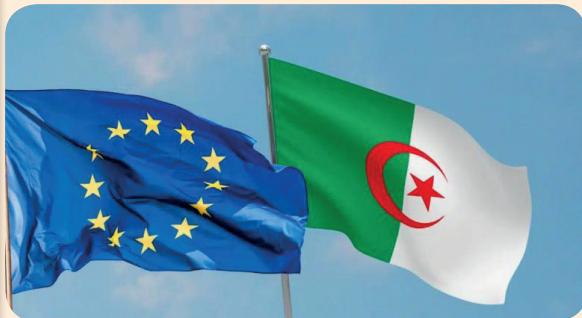


Hausse des pensions de retraite :
La date d'application fixée à partir du 1^{er} mai prochain

P.03



Ressources vitales :



L'Algérie contribue au programme PRIMA avec 6 millions d'euros aux côtés de l'UE

P.03

Gouvernement :



Nouveau DG à la tête de l'Office National des Statistiques

P.04

Annaba :



Le wali a présidé la Journée nationale des personnes aux besoins spécifiques

P.06

Annaba :
Examen de plusieurs dossiers lors de la réunion du Conseil exécutif présidée par le wali, Abdelkrim Lamouri

P.24



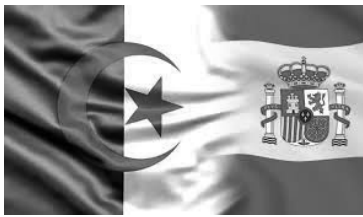
RELATIONS ALGÉRIE-ESPAGNE :
Le réchauffement se confirme

Ce réchauffement entre Alger et Madrid est favorisé, rappelons-le, par le changement de la position espagnole concernant la question du Sahara occidental. C'est ce qu'a laissé entendre le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, dans une interview accordée, le 28 décembre dernier, à la chaîne qatarie Al Jazeera. Le réchauffement diplomatique entre l'Algérie et l'Espagne se précise. Après une grave crise diplomatique qui aura duré près de 20 mois, les deux pays ont amorcé, depuis novembre dernier, un processus d'un retour à la normale. Celui-ci s'est matérialisé, d'abord, avec la nomination du nouvel ambassadeur d'Algérie à Madrid. Un signal fort de la volonté des deux pays de mettre fin à cette brouille, enclenchée, selon les hautes autorités, par «l'alignement du gouvernement de Pedro Sánchez sur les thèses marocaines concernant le conflit du Sahara occidental». Cette normalisation est confirmée, depuis quelques jours, par le

dégel des relations commerciales entre les deux pays. En effet, l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF) a annoncé, le 14 janvier dernier, l'autorisation d'importation de certains produits à partir de l'Espagne. «Nous avons l'honneur de vous informer que l'importation des intrants avicoles, en l'occurrence les poussins de chair, les poussins de ponte ainsi que les œufs à couvrir en provenance du royaume d'Espagne, est autorisée», lit-on dans ce document adressé aux différentes banques. Et d'ajouter : «A cet effet, il vous est demandé de bien vouloir instruire vos services concernés pour procéder à la domiciliation pour l'importation de ces produits, à l'appui de l'autorisation délivrée par les services du ministère de l'Agriculture.» La décision est vite saluée par le président du Conseil d'affaires algéro-espagnol, Djamel Bou Abdallah, estimant que «le dégel des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Espagne s'opère de manière graduelle».

«C'est un cheminement tout à fait logique et prévisible, après l'installation de l'ambassadeur d'Algérie à Madrid et l'ouverture de nouvelles lignes d'Air Algérie avec l'Espagne, nous attendions avec impatience le dégel des échanges commerciaux, ce qui est en train de s'opérer et d'une façon graduelle», affirme-t-il dans une déclaration au journal en ligne TSA. Il rappelle, cependant, que «l'Algérie a mis en place des mesures pour protéger son économie et favoriser son industrie». «Les échanges entre l'Algérie et l'Espagne seront dominés beaucoup plus par les intrants que les produits finis», indique-t-il. **Air Algérie reprend ses vols vers Madrid** La levée de l'interdiction sur les importations des produits espagnols est confirmée aussi par des médias de ce pays, dont le quotidien El País qui fait part de «la décision des autorités algérienne de lever le blocus sur l'importation des produits espagnols».

«La mesure a concerné au moins un secteur qui est celui de l'agriculture, et plus particulièrement la filière avicole», rapporte le journal espagnol, qui dit avoir confirmé l'information auprès des sources officielles. «Désormais, on s'attend à ce que cette politique s'étende bientôt au reste des secteurs économiques, prédisent des sources algériennes proches du gouvernement de ce pays d'Afrique du Nord», a ajouté le journal. Outre les importations, le trafic aérien entre les deux pays s'est également intensifié. Quelques jours après la nomination du nouvel ambassadeur d'Algérie dans la capitale espagnole, la compagnie aérienne nationale, Air Algérie, a annoncé la reprise et l'intensification de ces vols vers Madrid et Barcelone. Hebdomadaires pendant la période de crise, les vols d'Air Algérie vers cette destination deviennent quotidiens. Ce réchauffement entre Alger et Madrid est favorisé, rappelons-le, par le changement de la position espagnole concernant la question du Sahara occidental.



C'est ce qu'a laissé entendre le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, dans une interview accordée, le 28 décembre dernier, à la chaîne qatarie Al Jazeera. «L'Espagne a changé sa position à 180 degrés», lance-t-il, en se référant «au discours de Pedro Sánchez prononcé, en septembre dernier, devant l'Assemblée générale de l'ONU». Il estime ainsi que «l'Espagne est revenue à une position conforme à celle de l'Union européenne sur le Sahara occidental». Il est utile de rappeler qu'en plus du rappel de l'ambassadeur d'Algérie à Madrid et le gel des relations commerciale, les autorités ont également décidé de suspendre le traité d'amitié et de bon voisinage avec l'Espagne. Source: elwatan-dz

IMPORTATION ET UTILISATION DES DRONES :
L'ambassade d'Algérie à Madrid annonce un encadrement renforcé

L'Algérie franchit une nouvelle étape dans l'encadrement de l'usage des drones. L'ambassade d'Algérie à Madrid a annoncé officiellement la mise en fonctionnement du Centre national des systèmes aéronautiques non habités, une structure chargée de superviser et d'appliquer la réglementation relative aux aéronefs sans pilote à bord. Cette initiative s'inscrit dans la volonté des autorités de l'Algérie de mieux organiser un secteur en pleine expansion, tout en renforçant les mécanismes de contrôle et de sécurité. Dans un communiqué officiel, la représentation diplomatique algérienne en Espagne indique que ce nouveau centre aura pour mission principale d'appliquer la réglementation nationale relative aux drones, appelés officiellement «aéronefs sans pilote à bord». Cette réglementation concerne plusieurs aspects liés à ces appareils, notamment leur détention, acquisition, importation, exportation, vente, cession ou encore leur modification. Le texte rappelle que ces mesures s'inscrivent dans le cadre du décret présidentiel n°21-285 du 13 juillet

2021, qui constitue aujourd'hui la référence juridique en matière d'encadrement des drones en Algérie. L'objectif est d'instaurer un système centralisé permettant de suivre l'ensemble des opérations liées à ces équipements technologiques, dont l'usage s'est fortement développé ces dernières années dans de nombreux domaines. Les drones sont désormais utilisés pour des activités variées, allant de la photographie aérienne à la surveillance, en passant par l'agriculture de précision, la cartographie ou encore certaines opérations industrielles. Cette diversification des usages a conduit de nombreux États à renforcer leur législation afin d'éviter les dérives et de garantir la sécurité de l'espace aérien. **Une obligation de déclaration et d'autorisation préalable** Selon le communiqué, toute opération liée à un drone devra désormais être préalablement déclarée et autorisée auprès du Centre national des systèmes aéronautiques non habités. Cela signifie que toute personne physique ou morale souhaitant acquérir, vendre, importer ou

exporter un drone devra effectuer les démarches administratives nécessaires auprès de cette nouvelle structure. Cette procédure vise à instaurer un contrôle plus strict du marché des drones en Algérie. Elle permettra notamment aux autorités compétentes de disposer d'une base de données claire sur les équipements en circulation sur le territoire national, leurs propriétaires et leurs utilisations. Les formulaires nécessaires pour effectuer ces démarches administratives seront mis à disposition en ligne. Les personnes concernées pourront ainsi télécharger les documents requis et entamer les procédures de régularisation selon les différentes situations prévues par la réglementation. L'annonce faite par l'ambassade à Madrid s'adresse non seulement aux membres de la communauté nationale résidant en Espagne, mais également aux ressortissants étrangers susceptibles d'être concernés par ces règles, notamment dans le cadre d'importations ou d'exportations de drones vers l'Algérie. Cette communication vise donc à

informer largement les citoyens et les opérateurs économiques afin d'éviter toute infraction involontaire à la réglementation. Les autorités algériennes souhaitent ainsi assurer une meilleure transparence et faciliter les démarches administratives pour les personnes concernées. **Sécurité et modernisation du cadre aérien** La mise en place de ce centre national s'inscrit dans une stratégie plus large de modernisation du cadre réglementaire lié aux nouvelles technologies aéronautiques. Les drones représentent en effet un défi particulier pour les États, car ils peuvent être utilisés à des fins civiles, commerciales ou, dans certains cas, à des usages sensibles nécessitant une surveillance accrue. En centralisant la gestion administrative et réglementaire de ces appareils, les autorités algériennes entendent garantir la sécurité de l'espace aérien tout en permettant le développement contrôlé de cette technologie. Le centre jouera ainsi un rôle clé dans la coordination entre les différentes institutions concernées par la gestion et la surveillance des drones.



À l'échelle mondiale, le marché des drones connaît une croissance rapide. Leur utilisation dans des secteurs tels que la logistique, la surveillance environnementale ou encore l'inspection d'infrastructures ne cesse de s'élargir. Dans ce contexte, de nombreux pays ont mis en place des cadres réglementaires spécifiques afin d'accompagner cette évolution technologique. Avec la mise en fonctionnement du Centre national des systèmes aéronautiques non habités, l'Algérie rejoint cette dynamique internationale visant à structurer l'usage des drones tout en garantissant leur intégration sécurisée dans l'espace aérien national. Cette nouvelle structure devrait ainsi jouer un rôle central dans la régulation du secteur et dans l'accompagnement des utilisateurs, qu'ils soient particuliers, entreprises ou institutions.

 Quotidien indépendant d'informations générales times Édité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba	Directeur general : Bicha salim Directeur de la publication : Noureddine Boukraa Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 Email: redactionseybouse@gmail.com	P.A.O SEYBOUSE Times Site web: www.seybousestimes.dz Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz Facebook : SEYBOUSE TIMES Impression : SIE Constantine Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine	Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59 Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz	Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction
---	---	---	---	--

HAUSSE DES PENSIONS DE RETRAITE : La date d'application fixée à partir du 1er mai prochain

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, a annoncé jeudi la date officielle d'entrée en vigueur des augmentations accordées aux retraités. Cette mesure, décidée par le président de la République lors d'une réunion du Conseil des ministres, prévoit une revalorisation des pensions à hauteur de 10 %.

Lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales au Parlement, le ministre du Travail, Abdelhak Saihi, a confirmé que les pensions de retraite bénéficieront d'une augmentation de 10 %. Cette décision avait été annoncée précédemment par le président de la République dans le cadre des mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat des retraités.

Selon le ministre, cette

revalorisation concerne l'ensemble des retraités et s'inscrit dans la politique sociale de l'État visant à soutenir les catégories les plus vulnérables face aux évolutions économiques et à l'augmentation du coût de la vie.

Abdelhak Saihi a précisé que cette augmentation entrera officiellement en vigueur à partir du 1er mai prochain. Les retraités devraient ainsi percevoir leurs pensions revalorisées dès cette date, conformément aux directives présidentielles.

Cette annonce intervient dans un contexte où la question du pouvoir d'achat et de la protection sociale occupe une place importante dans le débat public. Les autorités multiplient depuis plusieurs mois les mesures destinées à soutenir différentes

catégories sociales, notamment les travailleurs, les chômeurs et les retraités.

Départ à la retraite anticipée : la question relancée au Parlement

L'intervention du ministre s'inscrivait dans le cadre de sa réponse à une question orale posée par la députée Khadidja Belkadi. Cette dernière a interpellé le gouvernement au sujet du dispositif de retraite proportionnelle, permettant un départ à la retraite après 32 années de travail sans condition d'âge.

Ce mécanisme, qui avait été suspendu dans le cadre de la réforme du système de retraite, continue de susciter des interrogations parmi les parlementaires et les travailleurs. Plusieurs élus plaident en faveur



de sa réintroduction, estimant qu'il pourrait offrir davantage de flexibilité aux salariés ayant effectué de longues carrières.

Sans annoncer de changement immédiat concernant ce dispositif, le ministre du Travail a toutefois rappelé que les autorités restent attentives aux préoccupations exprimées par les représentants de la nation concernant l'évolution du système de retraite.

La question de l'équilibre financier de la caisse nationale des retraites demeure en effet au cœur des réflexions sur toute éventuelle réforme. Entre la nécessité de préserver la viabilité du système et celle de répondre aux attentes sociales, le débat sur les modalités de départ à la retraite devrait continuer d'alimenter les discussions au sein des institutions dans les mois à venir.

ACCORD MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR – MAE : Vers la digitalisation des services consulaires



Ce jeudi, au siège du MAE une convention sur la modernisation de ses services consulaires a été signée entre le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et du Transport, représenté par la Direction générale de la Sûreté nationale. Cette initiative vise à accélérer

et simplifier l'accès aux services consulaires pour les citoyens, en particulier pour la communauté algérienne à l'étranger.

La cérémonie a été marquée par la présence du secrétaire d'État chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib. L'accord a été paraphé par Lounes Magramane, secrétaire général du ministère des Affaires

étrangères, et Ali Badaoui, directeur général de la Sûreté nationale.

Selon Lounes Magramane, cette convention constitue « une nouvelle pierre dans le processus d'actualisation des services consulaires ». Soulignant l'importance accordée par le président de la République à la communauté algérienne à l'étranger, « composante essentielle de la nation ».

Services consulaires : une digitalisation au service des délais et de l'efficacité

L'accord prévoit la mise en place d'un système numérique innovant permettant de réduire significativement les délais de traitement des demandes consulaires. Ce dispositif

s'inscrit dans la continuité de la stratégie nationale de transformation numérique. Visant à renforcer la rapidité, la transparence et la fiabilité des services administratifs.

Parmi les objectifs principaux de cette initiative :

- Optimiser les processus de traitement des dossiers consulaires
- Assurer un suivi plus fluide et sécurisé des demandes des citoyens
- Renforcer la coordination entre les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères
- Faciliter l'accès aux services pour les Algériens résidant à l'étranger

Une approche intégrée pour moderniser l'administration

Ainsi, l'accord signé reflète une volonté conjointe de consolider une approche intégrée entre les deux secteurs ministériels. Favorisant la synergie et la coopération. Cette démarche s'inscrit dans le cadre plus large de modernisation de l'administration publique. Afin de proposer un service plus performant, tant sur le territoire national qu'à l'étranger.

Le choix de recourir à une plateforme numérique répond également aux recommandations émises lors de la conférence des chefs de postes consulaires, tenue en février 2026, qui a mis en avant la nécessité d'une gestion plus efficace et coordonnée des services destinés aux citoyens.

RESSOURCES VITALES : L'Algérie contribue au programme PRIMA avec 6 millions d'euros aux côtés de l'UE



L'Algérie et l'Union européenne franchissent une nouvelle étape dans leur coopération scientifique. Le 11 mars 2026, les négociations sur la participation du pays au programme PRIMA pour 2025-2027 ont été conclues avec succès.

Cet accord confirme l'engagement d'Alger à soutenir la recherche et l'innovation pour répondre aux défis majeurs de la région méditerranéenne, notamment dans l'eau, l'agriculture et la sécurité alimentaire.

L'Algérie confirme son engagement : une contribution de 6 millions d'euros et un accès élargi aux projets

scientifiques

Le programme PRIMA (Partnership for Research and Innovation in the Mediterranean Area) rassemble 19 pays autour de projets scientifiques visant à développer des solutions adaptées aux enjeux environnementaux et alimentaires de la Méditerranée.

L'accord a été paraphé en ligne par Abderrahmane Yousfate, directeur de la coopération et des échanges universitaires au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et Nienke Buisman, cheffe de l'unité Coopération internationale à la direction générale de la Recherche et de l'innovation de la Commission européenne.

La Commission européenne souligne « la priorité commune accordée par les deux parties au développement durable et à la prospérité grâce à la science et à l'innovation ». Ainsi que « l'importance stratégique de l'initiative pour relever les défis mondiaux. En particulier dans les domaines de l'eau et de la sécurité alimentaire ».

PRIMA : un programme méditerranéen axé sur l'eau, l'agriculture et l'alimentation

L'Algérie s'engage à contribuer 6 millions d'euros au programme pour la période 2025-2027. Cette participation permettra aux universités, centres de recherche, ONG et entreprises algériennes de prendre part pleinement aux

projets PRIMA, en bénéficiant du cofinancement européen.

Les projets concernés couvrent plusieurs domaines clés :

- Agriculture durable
- Gestion intégrée des ressources en eau
- Sécurité alimentaire
- Interaction eau-énergie-alimentation-écosystèmes (WEFE nexus)

Une implication déjà ancienne et fructueuse

Depuis son adhésion en 2018, l'Algérie a participé à 99 projets sur les 269 financés par PRIMA, pour un financement total de 12,4 millions d'euros (5,1 millions financés par l'UE et 7,3 millions par l'Algérie). Deux projets sont actuellement coordonnés par des

organismes algériens.

Soutenu par Horizon Europe, PRIMA vise à renforcer les capacités de recherche et d'innovation dans la région. Avec pour objectif de développer des solutions concrètes pour l'eau, l'agriculture et la résilience des systèmes alimentaires méditerranéens.

La conclusion de ces négociations marque une étape importante dans le partenariat scientifique entre Alger et Bruxelles. La Commission européenne et l'Algérie continueront à finaliser les démarches. Pour l'entrée en vigueur de l'accord et assurer le lancement des projets pour 2025-2027.

Un médicament contrefait qui tue en 5 jours circulerait en Algérie : Ce qu'il faut savoir sur l'Escodyne

La Direction de la Santé et de la Population (DSP) de la wilaya de Bordj Bou Arreridj a diffusé une mise en garde urgente concernant la commercialisation illicite de l'Escodyne®. Ce produit contrefait, présenté comme un antalgique, représenterait un danger vital immédiat pour ses utilisateurs. L'alerte, relayée par le Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), fait état d'une situation alarmante. Selon la correspondance adressée aux établissements de santé et aux officines, la consommation de ce produit — dont la composition réelle est inconnue — peut entraîner des complications graves, voire le décès du patient dans un délai de seulement cinq jours. Utilisé par erreur pour traiter les "maux de tête courants",

l'Escodyne® n'est pas un médicament autorisé. Voici ce que les autorités ont révélé sur son parcours :

- Le produit se présente frauduleusement comme un médicament d'origine inconnue.
- Il est introduit clandestinement sur le territoire national via des réseaux de transit passant par la Jordanie et la Syrie.
- Le produit est écoulé exclusivement via des circuits parallèles et informels, échappant à tout contrôle pharmaceutique réglementaire.

Face au risque d'intoxication majeure, la DSP de Bordj Bou Arreridj a ordonné une mobilisation immédiate des professionnels de santé. Les pharmaciens et directeurs d'hôpitaux sont appelés à :

- Signaler systématiquement toute présence du produit sur le marché.
- Sensibiliser les citoyens sur

l'importance de s'approvisionner uniquement en pharmacie.

- Avertir les patients que tout recours à des médicaments issus de la vente de rue ou de circuits non officiels peut s'avérer fatal.

ESCODYNE® : Entre rumeurs et réalité, le cri d'alarme de Mustapha Zebdi sur les compléments alimentaires

Face à l'ampleur nationale de la situation, Mustapha Zebdi, président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (APOCE), a tenu à apporter des éclaircissements cruciaux. Selon l'enquête préliminaire menée par l'association, plusieurs zones d'ombre subsistent quant à la nature exacte de ce produit. L'une des principales révélations concerne la confusion de catégorie. Après consultation de plusieurs pharmaciens, il apparaît

que le nom Escodyne® ne correspond à aucun médicament enregistré officiellement comme analgésique, mais serait plutôt identifié par les spécialistes comme un complément alimentaire. Cette distinction est majeure, car elle souligne l'absence de contrôle pharmaceutique rigoureux sur ce type de substance. L'enquête de Zebdi pointe également du doigt l'absence de visuel officiel. En l'absence de photo jointe à la correspondance de la DSP, l'identification du produit reste difficile pour le citoyen lambda. Par ailleurs, bien que la dangerosité extrême de ce produit reste à prouver scientifiquement, son introduction par des circuits informels et le marché noir constitue en soi une menace réelle qui justifie la vigilance des autorités sanitaires. Cette affaire remet une nouvelle fois sur le tapis le dossier brûlant



de la régulation des compléments alimentaires en Algérie. Souvent vendus sans contrôle médical strict et perçus à tort par la population comme des « remèdes naturels » sans danger, ces produits peuvent masquer des substances actives non déclarées ou être purement contrefaits. À ce stade, la plus grande prudence est de mise. Il est formellement conseillé aux citoyens de ne consommer aucun produit de santé en dehors des circuits officiels, à savoir les officines de pharmacie, et de vérifier systématiquement l'étiquetage.

Pistolet-mitrailleur, cartouches, munitions de guerre : Un gang armé démantelé dans la wilaya de Chlef

Les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Chlef ont réussi à démanteler une dangereuse bande de quartier et à interpellé six individus âgés de 28 à 46 ans, indique un communiqué rendu public ce mercredi. Cette opération fait suite à une rixe survenue au quartier Chorfa, dans la ville de Chlef, au cours de laquelle une arme à feu a été utilisée. L'incident a entraîné la blessure d'un citoyen atteint par balle, ce qui a immédiatement mobilisé les services de sécurité. Les investigations approfondies menées par les services compétents ont permis, en un temps relativement court,

d'identifier le principal suspect et de procéder à son arrestation. Les policiers ont également récupéré l'arme à feu utilisée lors de l'agression, un pistolet-mitrailleur de type MAT-49.

Arrestation de membres supplémentaires

Poursuivant l'enquête sous la supervision du parquet territorialement compétent, les forces de police ont ensuite arrêté cinq autres membres présumés de cette bande. L'opération s'est également soldée par la saisie d'un important arsenal comprenant 94 cartouches réelles de différents calibres, dont quatre cartouches lacrymogènes, ainsi qu'une grenade à main. Les policiers ont également découvert 83 grammes de kif traité, destinés vraisemblablement à la

commercialisation. Selon la même source, l'ensemble des suspects a été présenté devant les autorités judiciaires compétentes près le tribunal de Chlef. Ils sont poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation, notamment constitution et organisation d'une bande de quartier, détention et transport d'armes à feu et de munitions de guerre, tentative de meurtre avec préméditation et guet-apens, non-dénonciation d'un crime, ainsi que détention de stupéfiants en vue de leur commercialisation.

Un autre incident à Oran

Les services de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Oran ont procédé à l'arrestation d'un individu pris en flagrant délit au quartier Choupot, après

avoir tenté de cambrioler une bijouterie. Selon les premières informations, le suspect a brisé la vitrine du commerce à l'aide d'un outil servant à arracher les clous, dans l'objectif de s'emparer des bijoux exposés à l'intérieur du magasin. Toutefois, la forte présence des forces de sécurité durant le mois sacré de Ramadan, notamment dans les zones commerciales, a permis une intervention rapide des policiers immédiatement après l'attaque. Les agents ont ainsi poursuivi le suspect après le bris de la vitrine, avant de réussir à l'interpeller. Le mis en cause a été conduit vers les services compétents afin de poursuivre les investigations et d'accomplir les procédures judiciaires nécessaires.



Il convient de rappeler qu'il s'agit de la troisième tentative de cambriolage visant une bijouterie à Oran ces derniers temps. Deux autres attaques ont déjà été signalées, l'une dans le quartier Akid Lotfi (Ikemil) et l'autre à Belgaïd, perpétrées par trois individus. Ces derniers avaient été arrêtés par les services de sécurité, qui avaient également réussi à récupérer les bijoux et l'argent volés, tout en mettant la main sur le châssis de la moto utilisée lors du braquage.

Nouveau DG à la tête de l'Office National des Statistiques

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé mardi 10 mars 2026 la cérémonie d'installation de Kamel Oukaci au poste de directeur général de l'Office national des statistiques (ONS). Cette nomination s'inscrit dans une volonté des autorités de renforcer la gouvernance du système statistique national et d'améliorer la qualité des données produites en Algérie. À travers cette décision, le gouvernement entend impulser une nouvelle dynamique au sein de l'organisme chargé de produire les statistiques officielles du pays, un outil essentiel pour orienter les politiques publiques et suivre l'évolution économique et sociale.

Une nomination dans un contexte de réforme

Lors de cette cérémonie officielle, le Premier ministre a rappelé

l'importance stratégique du système statistique national. Selon lui, la production de données fiables et actualisées constitue un élément central pour accompagner les transformations économiques et sociales du pays. Dans ce cadre, il a insisté sur la nécessité de revoir certaines méthodes de travail et d'adapter l'organisation du système statistique aux nouvelles exigences de gouvernance publique. Cette orientation s'inscrit dans les directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui appelle régulièrement à une modernisation des outils de gestion et de planification. Les statistiques officielles jouent en effet un rôle déterminant dans l'élaboration des politiques publiques. Elles permettent

notamment de mesurer la croissance économique, l'emploi, le niveau de vie ou encore l'évolution démographique.

Un profil académique spécialisé en économie

Le nouveau directeur général de l'ONS, Kamel Oukaci, possède un parcours universitaire solide dans le domaine des sciences économiques. Titulaire d'un doctorat en économie, il a longtemps exercé en tant qu'enseignant-chercheur à la Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion de Université de Béjaïa. Son expérience académique et ses travaux de recherche dans le domaine économique sont considérés comme des atouts pour renforcer la qualité de l'analyse statistique et développer les capacités de l'institution.

Sa nomination intervient dans un contexte où les pouvoirs publics souhaitent améliorer la fiabilité et la pertinence des indicateurs statistiques utilisés par les décideurs, les chercheurs et les institutions nationales.

Vers une numérisation du travail statistique

Au cours de son intervention, le Premier ministre a également souligné l'importance d'intégrer davantage les technologies modernes dans le fonctionnement du système statistique national. Il a appelé à accélérer la numérisation des processus, depuis la collecte des données jusqu'à leur traitement et leur diffusion. L'objectif est de rendre les statistiques plus précises, plus rapides à produire et plus accessibles aux institutions et aux citoyens.



Cette modernisation devrait également permettre de renforcer la transparence des indicateurs économiques et sociaux, tout en facilitant l'exploitation des données dans la prise de décision publique. Avec l'installation de Kamel Oukaci à la tête de l'Office national des statistiques, les autorités espèrent ainsi ouvrir une nouvelle étape dans la modernisation de la production statistique en Algérie et dans l'amélioration des outils d'analyse au service du développement national.

Des robots de nettoyage du futur : L'Algérie s'allie à la Chine pour une fabrication locale

Le Technopôle de Constantine annonce la signature d'un partenariat stratégique entre la startup algérienne On-Innovation World School et des opérateurs chinois spécialisés dans le développement et la fabrication de robots de nettoyage automatisés. Cette initiative marque un pas significatif vers l'intégration de technologies avancées et le renforcement de la coopération internationale dans le domaine de l'innovation.

Technopôle de Constantine : une alliance algéro-chinoise

pour révolutionner la robotique de nettoyage

L'accord conclu vise à transférer des technologies de pointe et à développer des solutions intelligentes adaptées au marché algérien. Selon le Technopôle, cette collaboration permettra de concevoir et fabriquer des robots de nettoyage intelligents répondant aux standards technologiques les plus récents. Elle s'appuie sur l'expertise industrielle et technologique chinoise pour stimuler la compétitivité et l'innovation locale.

- Les axes principaux de ce partenariat incluent :

- Développement et fabrication de robots intelligents selon les normes technologiques modernes.
 - Exploitation de l'expertise chinoise en robotique et automatisation.
 - Renforcement de l'innovation locale et transfert technologique.
 - Accompagnement des startups et valorisation des résultats de la recherche scientifique.
- Vers une nouvelle génération de robots intelligents : le rôle du Technopôle dans l'écosystème technologique**
- Le Technopole de Constantine regroupe des institutions de

recherche scientifique, des universités et des industries de haute technologie. Son rôle est de favoriser le transfert des résultats de la recherche vers des produits commercialisables, tout en offrant un environnement propice aux jeunes entrepreneurs et aux projets innovants pour accompagner es startups et les porteurs de projets innovants. L'espace facilite également la coopération entre le monde académique et industriel, offrant un environnement propice au développement technologique en Algérie.



Enfin, l'alliance algéro-chinoise ouvre la voie à l'introduction de robots autonomes capables d'optimiser les services de nettoyage et de répondre aux exigences d'efficacité et de performance. Elle symbolise également une opportunité unique pour l'écosystème entrepreneurial algérien de se positionner sur le marché mondial des technologies avancées.

Industrie de la chaussure : Tradifoot dévoile son usine de production avec Skechers en Algérie

L'industrie de la chaussure en Algérie franchit une nouvelle étape. L'entreprise Tradifoot a profité de sa participation à l'exposition des chaussures et du cuir de Tlemcen pour lever le voile sur un projet industriel structurant développé avec Skechers, géant international du footwear et du lifestyle. Organisée du 5 au 9 mars 2026 au complexe omnisports Abou Tachefine (Brea), cette exposition s'inscrit dans la dynamique nationale visant à renforcer la production locale et à stimuler les exportations hors hydrocarbures. En effet, l'événement se tient sous le parrainage du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et porte un slogan clair, passer de la substitution aux importations à l'exportation. Déjà présente au Salon Made

in DZ à Alger, l'entreprise algérienne poursuit ainsi sa stratégie de visibilité et confirme son ambition industrielle.

Tradifoot Factory, une usine de 22 000 m² à Baba Ali

Au cœur de cette annonce figure Tradifoot Factory, une nouvelle unité industrielle que l'entreprise compte implanter dans la zone industrielle de Baba Ali, à Alger. Le projet occupera une superficie totale de 22 000 m², dont 18 000 m² bâtis. L'infrastructure intégrera des lignes de production et d'assemblage automatisées, plusieurs ateliers spécialisés ainsi que des plateformes logistiques et techniques alignées sur les standards internationaux du partenaire industriel. Les responsables du projet tablent sur un démarrage de la production en 2027. À moyen terme, l'usine devrait atteindre une capacité annuelle de deux

millions de paires de chaussures. Avec cette implantation, Tradifoot vise un objectif clair, celui de structurer une véritable filière industrielle locale capable de rivaliser avec les standards internationaux. D'ailleurs, la stratégie commerciale prévoit une montée en puissance progressive. Dans une première phase, la production alimentera principalement le marché algérien, encore fortement dépendant des importations dans ce segment. À moyen terme, l'entreprise compte élargir ses débouchés vers les marchés africains et méditerranéens, dans une logique d'intégration aux circuits d'exportation régionaux. Cette orientation s'inscrit pleinement dans la politique économique actuelle qui encourage les entreprises industrielles à conquérir

de nouveaux marchés à l'international.

Tradifoot Factory, un levier pour le « Made in Algeria »

Au-delà de la production, le projet Tradifoot Factory vise plusieurs objectifs structurants pour l'écosystème industriel national. L'entreprise mise notamment sur :

- le développement d'un savoir-faire local dans la chaussure de sport ;
- le transfert de technologies grâce au partenariat international;
- la montée en compétence de la main-d'œuvre nationale dans l'industrie manufacturière.

En outre, le projet devrait également générer près de 1 500 emplois directs et indirects à terme. Tradifoot entend ainsi jouer un rôle actif dans la consolidation du tissu industriel algérien. L'entreprise prévoit d'intégrer des standards liés



au développement durable, à la formation continue et à l'amélioration des conditions de travail. À travers sa participation au Salon Made in DZ de Tlemcen, l'entreprise réaffirme surtout une ambition claire : valoriser le label "Made in Algeria" et inscrire progressivement l'industrie nationale de la chaussure dans les chaînes de valeur régionales et internationales. Dans un secteur longtemps dominé par l'importation, l'initiative marque un signal fort. En effet, l'Algérie cherche désormais à produire... et à exporter.

L'Algérie, nouveau pilier mondial de l'hélium face à la paralysie du Qatar

Le marché mondial de l'hélium plonge dans une zone de turbulences inédite. Suite à l'annonce par QatarEnergy de l'arrêt total de sa production de gaz naturel liquéfié (GNL) — moteur essentiel de l'extraction d'hélium — l'inquiétude gagne les industries de pointe. Face à cette rupture de la chaîne d'approvisionnement, l'Algérie émerge désormais comme le recours stratégique pour pallier la pénurie, notamment pour l'Europe.

Crise de l'hélium : Pourquoi l'arrêt de QatarEnergy paralyse le marché mondial ?

L'onde de choc a débuté le 2 mars 2026. QatarEnergy a suspendu ses activités dans les complexes

industriels de Ras Laffan et Mesaieed après des attaques de drones contre ses infrastructures. Deux jours plus tard, l'état de force majeure était déclaré. Pour Saad bin Sherida Al-Kaabi, PDG de QatarEnergy, aucun retour à la normale n'est envisageable avant la fin totale des hostilités dans la région. Une situation d'autant plus préoccupante que le redémarrage des installations de GNL nécessite traditionnellement plusieurs semaines de tests techniques.

Risque de pénurie : Vers trois mois de tensions sur les stocks d'hélium

Selon Phil Kornbluth, président de Kornbluth Helium Consulting, le marché physique ne pourra pas absorber ce choc sans heurts.

S'exprimant pour la plateforme Gasworld, il estime : « Il est difficile d'imaginer une interruption de l'approvisionnement de moins de trois mois. Même après la reprise de la production, il faudra au moins huit semaines supplémentaires pour stabiliser la logistique et réorganiser la rotation des conteneurs. » Si les stocks constitués avant la crise retardent l'impact immédiat pour les utilisateurs finaux, les prix sur le marché spot se sont déjà envolés. Un fournisseur majeur a d'ailleurs instauré des surcharges tarifaires d'urgence.

Logistique sous haute tension : Le casse-tête du transport par conteneurs ISO

Outre la molécule elle-même,

c'est la logistique des conteneurs spécialisés (ISO) qui pose problème. Richard Brooke, PDG de Garrison Ventures, rappelle que le Qatar représente un tiers de l'offre mondiale.

- Le défi : Des centaines de conteneurs pleins sont actuellement bloqués à Ras Laffan ou dans le détroit d'Ormuz, une zone devenue hautement vulnérable.
- La conséquence : Les entreprises doivent de toute urgence rediriger leurs flux et trouver des alternatives terrestres fragiles ou de nouvelles sources de remplissage.

L'Algérie, nouveau pilier stratégique pour sauver l'approvisionnement en hélium

Dans ce contexte de crise,

l'Algérie s'impose comme la solution naturelle. Avec une capacité de production annuelle d'environ 50 millions de m³, le pays se classe au 3ème rang mondial en termes de capacité, derrière les États-Unis et le Qatar. L'atout majeur de l'Algérie réside dans son immense champ de Hassi R'Mel, où l'hélium est extrait lors du processus de liquéfaction du gaz naturel.

État des lieux des réserves mondiales (en milliards de m³) :

1. États-Unis : 20,6
2. Qatar : 10,1
3. Algérie : 8,2
4. Russie : 6,8

Bien que l'Algérie n'ait produit que 11 millions de m³ en 2024, ses réserves massives et ses infrastructures existantes en font le partenaire le plus apte à sécuriser les besoins européens, dont la dépendance au gaz qatari est aujourd'hui un talon d'Achille.

ANNABA /CÉLÉBRATION

Le wali, Lamouri Abdelkrim, a présidé la Journée nationale des personnes aux besoins spécifiques

R.C
Dans le cadre de la célébration de la journée nationale des personnes aux besoins spécifiques, le wali, Abdelkrim Lamouri, a rehaussé de par sa présence cet évènement, célébré habituellement le 14 du mois de mars de chaque année. La cérémonie qui s’est déroulée à la maison de la culture, Mohamed Boudiaf, jeudi dernier, le 12 mars 2026, a vu la présence du Président du Conseil populaire de wilaya, du directeur de l’action sociale et de la Solidarité ainsi que des représentants des autorités locales. Au programme de cette célébration de nombreuses

activités socioculturelles et expositions ont été animées, agrémentées par :
•La distribution de 25 fauteuils roulants et de 7 extincteurs
•L’organisation d’une exposition spéciale qui met en avant la créativité des enfants divers centres et institutions spécialisées, aux côtés des activités culturelles
•Des prestations théâtrales à l’occasion du mois sacré de ramadhan.
•La distribution d’attestations de fin de formation professionnelle aux enfants des centres spécialisés
•Des hommages honorant les enfants ayant contribué à des activités sportives.



ANNABA / CIRCONSCRIPTION “BENAOUDA BENMOSTEFA”

Les conditions de scolarisation au niveau de quelques établissements inspectées par le wali-délégué

Imen.B
Dans le cadre du suivi des conditions de scolarisation au sein des établissements éducatifs relevant de la circonscription administrative “Benaouda Benmostefa”, le wali-délégué a effectué, mercredi dernier, une sortie de terrain accompagné du directeur de l’Éducation de la wilaya d’Annaba ainsi que du président de l’assemblée populaire communale d’Oued El Aneb. Cette visite a concerné le CEM “Azizi Guemoud”

ainsi que l’école primaire “Yousfi El Hedba”, situés à la cité “Oued Zied, relevant de la commune d’Oued El Aneb. Lors de cette sortie, la délégation a inspecté les différentes structures pédagogiques et les infrastructures de ces établissements afin de s’enquérir des conditions de scolarisation des élèves. L’occasion a également permis de vérifier la disponibilité des moyens nécessaires au bon déroulement de la scolarité, notamment en matière de chauffage, de

restauration scolaire, d’hygiène et d’entretien des infrastructures. Les responsables ont également échangé avec les équipes pédagogiques et administratives afin de s’informer des principales préoccupations et de s’assurer de la prise en charge des besoins exprimés. Cette visite s’inscrit dans le cadre des efforts déployés par les autorités locales pour garantir un environnement scolaire favorable aux élèves et assurer le bon fonctionnement des établissements éducatifs



ANNABA / EL BOUNI

Le Secrétaire général de la wilaya et le Chef de दौरa s’enquière des conditions de scolarisation



R.C
Dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du wali, Lamouri Abdelkrim, hier vendredi, correspondant au 13 mars 2026, le secrétaire général de l’État accompagné du président du district de Boni et du président du conseil populaire communal de la commune de Boni, ont effectué une sortie scolaire au quartier résidentiel #Lasotramast où les activités des habitants de la zone ont été écoutées et quelques-uns des manquements dont souffre le quartier.

ANNABA / DÉVELOPPEMENT LOCAL

Evaluation et suivi des projets d'aménagement urbain à Oued Edheb et la cité Seybouse



Imen.B

Dans le cadre du suivi permanent des projets d'aménagement urbain à travers la commune, le Chef de daïra d'Annaba a effectué, mercredi dernier, une sortie de terrain en compagnie du Président de l'Assemblée Populaire Communale. Cette visite avait pour objectif de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux relatifs aux projets d'aménagement urbain en cours de réalisation, notamment au niveau de la cité "Oued Edheb" (deuxième tranche) ainsi que la cité "Seybouse". Au cours de cette sortie, les responsables ont inspecté les différents chantiers et pris connaissance du rythme d'avancement des travaux, tout en s'assurant du respect des normes techniques ainsi que des



délais fixés pour la réalisation de ces projets. Ces opérations d'aménagement portent notamment sur l'amélioration du cadre de vie des habitants à travers la réhabilitation des voiries, l'aménagement des trottoirs, l'assainissement, ainsi que l'amélioration de l'éclairage public. À cette occasion, le Chef de daïra a insisté sur la nécessité d'accélérer la cadence des travaux tout en veillant à la qualité des réalisations, afin de répondre aux attentes des citoyens et d'assurer un cadre urbain plus moderne et plus agréable pour les habitants de ces quartiers. Cette sortie de terrain s'inscrit dans le cadre du suivi régulier des projets de développement local et de l'amélioration continue de l'environnement urbain.

ANNABA / CHETAÏBI

Réunion consacrée à l'examen de divers points, notamment les préparatifs de la saison estivale 2026



Imen.B

Le Chef de daïra de Chetaïbi, Walid Zernadji, a présidé, mercredi passé, une réunion consacrée aux travaux de la commission sous-daïra chargée de la proposition des limites maritimes au niveau de la commune de Chetaïbi. Cette rencontre a permis d'aborder plusieurs points liés aux procédures et aux préparatifs nécessaires, notamment en prévision de la saison estivale 2026 dans la commune de Chetaïbi. Les participants ont examiné les différentes dispositions organisationnelles et techniques à mettre en place visant à assurer une gestion optimale des espaces maritimes et de garantir les meilleures conditions d'accueil des estivants. La réunion s'est déroulée en présence du P/APC, du Secrétaire général de la daïra, du chargé du secrétariat général

de la commune, du Chef de la station maritime de Chetaïbi, du Chef de l'unité de la protection civile de Chetaïbi, du Vice-commandant de la brigade territoriale de la gendarmerie nationale de Chetaïbi, d'une représentante de la direction de l'environnement de la wilaya d'Annaba, du Chef de la subdivision de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, d'un représentant de la direction du cadastre, ainsi que des Chefs des subdivisions des travaux publics et des ressources en eau. Au cours de cette réunion, l'accent a été mis sur la coordination entre les différents secteurs concernés afin d'assurer une préparation rigoureuse et efficace de la saison estivale, dans le respect de l'organisation et de la réglementation en vigueur.

ANNABA / SIDI AMAR

Sortie de terrain du Chef de daïra d'El Hadjar pour une inspection de plusieurs points relevant de divers secteurs

Imen.B

Dans le cadre du suivi permanent de l'avancement des projets de développement et de l'amélioration de la qualité des services publics, le Chef de daïra d'El Hadjar a effectué, dans la matinée de mercredi passé, une sortie de terrain d'inspection au niveau de la commune de Sidi Amar. Cette visite s'est déroulée en compagnie du P/APC par intérim, en présence du chef de la subdivision des ressources en eau de la daïra, du responsable du centre de l'Algérienne des Eaux, ainsi que des services techniques de la commune. Au cours de cette sortie, la délégation a procédé à la visite et à l'inspection de plusieurs points importants afin d'évaluer la situation de certains projets et infrastructures relevant de différents secteurs.

Secteur des sports : La délégation a inspecté la situation du stade "Boumâiza Younes", afin de constater les insuffisances enregistrées et d'examiner les solutions susceptibles de permettre la

réhabilitation et la valorisation de cette infrastructure sportive importante pour les jeunes de la localité.

Mémoire révolutionnaire : La sortie a également permis de suivre l'état d'avancement du projet de réhabilitation du Carré des Martyrs, dans le but de préserver et de valoriser les symboles de la mémoire nationale et d'honorer les sacrifices des valeureux martyrs de la révolution.

Ressources en eau : La délégation a enfin suivi le rythme d'avancement du projet de réhabilitation du réseau d'alimentation en eau potable au niveau de la cité "440 logements", un projet visant à réduire les fuites enregistrées et à améliorer la distribution de l'eau potable au profit des habitants. Cette sortie de terrain s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les autorités locales pour assurer un suivi régulier des projets en cours et veiller à l'amélioration continue des conditions de vie des citoyens.

ANNABA / OPGI

Diverses opérations d'entretiens et de nettoyage engagées à travers plusieurs communes et cités



M.Bakir

La série d'interventions sur le terrain se poursuit dans le cadre du processus d'amélioration, de nettoyage et d'embellissement de l'encadrement environnemental de la wilaya d'Annaba. Sur instruction de la Direction-générale et sous la supervision du responsable du département maintenance et gestion des biens de la promotion et de la gestion Immobilière (OPGI) d'Annaba, plusieurs travaux de maintenance et d'entretien ont été effectués, jeudi passé, le 12 mars 2026, par une équipe d'ingénieurs maintenanciers et ouvriers professionnels

Les travaux ont porté sur :

La réparation des conduites d'évacuation des eaux usées

Le drainage des eaux stagnantes au niveau du sous-sol

Le nettoyage des caniveaux, gouttières et désherbage

Le nettoyage et vidange des marais.

Le nettoyage des avaloirs (en cas d'obstruction).

La pulvérisation du sous-sol d'insecticide Ont été concernées les cités résidentielles (Commune El-Bouni), localité Kharaza, la commune de Sidi Amar, Echatt, El Trea, Commune de Berrahal, Oued El Anab – circonscription "Benaouda Benmostefa".

ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA

Les services de sûreté intensifient leur présence sur le terrain pour assurer la sécurité des citoyens

Imen.B
Dans le cadre de la mise en œuvre du plan sécuritaire spécial relatif au mois sacré de Ramadan, les équipes opérationnelles relevant des services de sûreté de la wilaya d’Annaba ont mené, dans la journée de mercredi passé , de vastes opérations de police à travers plusieurs points de la ville. Ces interventions ont concerné notamment le centre-ville, la façade maritime, ainsi que plusieurs artères principales et secondaires. Des patrouilles motorisées et pédestres ont été déployées au niveau des cités

populaires, des places publiques, des espaces commerciaux ainsi qu’aux abords des mosquées, dans le but de renforcer la présence policière et d’assurer la sécurité des citoyens durant cette période. Les opérations menées ont permis le contrôle d’identité de 201 personnes et l’interpellation de 20 individus soupçonnés d’implication dans des affaires de détention de stupéfiants et de substances psychotropes. Par ailleurs, 03 personnes ont été arrêtées pour le port d’armes blanches prohibées sans motif légal, tandis que 02 individus ont été interpellés



dans une affaire de dégradation volontaire suivie de vol. Les services de police ont également procédé à l’arrestation de 03 autres personnes impliquées dans diverses affaires. Dans le cadre de l’exécution des



décisions judiciaires, les forces de police ont également procédé à l’arrestation de 10 individus faisant l’objet de recherches par les autorités judiciaires, en vertu de jugements et de mandats judiciaires. Parallèlement à

ces opérations, les services de sécurité publique ont intensifié leurs actions préventives en procédant au contrôle de 40 véhicules et de 24 motocycles, ce qui a donné lieu à l’établissement de 13 infractions au code de la route. Les services de sûreté de la wilaya d’Annaba poursuivent, avec la même détermination et le même engagement, leurs opérations de terrain visant à garantir la sécurité et la tranquillité des citoyens, tout en veillant à la protection de leurs biens et au maintien de l’ordre public.

CHLEF:

Pistolet-mitrailleur, cartouches lacrymogène, munitions de guerre... Un gang armé démantelé

Les éléments de la Brigade de recherche et d’intervention (BRI) relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Chlef ont réussi à démanteler une dangereuse bande de quartier et à interpellier six individus âgés de 28 à 46 ans, indique un communiqué rendu public hier mercredi. Cette opération fait suite à une rixe survenue au quartier Chorfa, dans la ville de Chlef, au cours de laquelle une arme à feu a été utilisée. L’incident a entraîné la blessure d’un citoyen atteint par balle, ce qui



a immédiatement mobilisé les services de sécurité. Les investigations approfondies menées par les services compétents ont permis, en un temps relativement court,

d’identifier le principal suspect et de procéder à son arrestation. Les policiers ont également récupéré l’arme à feu utilisée lors de l’agression, un pistolet-mitrailleur de type MAT-49.

Arrestation de membres supplémentaires
Poursuivant l’enquête sous la supervision du parquet territorialement compétent, les forces de police ont ensuite arrêté cinq autres membres présumés de cette bande. L’opération s’est également soldée par la saisie d’un important arsenal comprenant 94 cartouches réelles de différents calibres, dont quatre cartouches lacrymogènes, ainsi qu’une grenade à main. Les policiers ont également découvert 83 grammes de kif traité, destinés vraisemblablement à la

commercialisation. Selon la même source, l’ensemble des suspects a été présenté devant les autorités judiciaires compétentes près le tribunal de Chlef. Ils sont poursuivis pour plusieurs chefs d’accusation, notamment constitution et organisation d’une bande de quartier, détention et transport d’armes à feu et de munitions de guerre, tentative de meurtre avec préméditation et guet-apens, non-dénonciation d’un crime, ainsi que détention de stupéfiants en vue de leur commercialisation.

Vers la fin de l’importation des bananes ? Le gouvernement actionne un levier radical

L’Algérie dépense chaque année près de 300 millions de dollars pour importer des bananes. Un chiffre qui pourrait bien appartenir au passé. Face à cette facture salée, les ministères de l’Agriculture et de l’Enseignement supérieur unissent leurs forces pour lancer un pari audacieux. Produire localement ce fruit devenu un incontournable des tables algériennes, et ainsi réduire sa dépendance aux marchés étrangers. Le projet ne se contente pas de quelques serres, il s’articule autour de deux leviers technologiques majeurs et d’une mobilisation foncière sans précédent. Dans les allées des marchés et les étals des fruits et légumes, la banane est reine. Sa présence constante cache pourtant une réalité économique lourde. Son importation pèse lourdement sur

la balance commerciale du pays. Conscient de cette fragilité, le gouvernement a décidé de passer à la vitesse supérieure. Lors d’une réunion de coordination tenue entre le ministre de l’Agriculture et son homologue de l’Enseignement supérieur, les grandes lignes d’une stratégie de rupture ont été tracées. Biotechnologie et semences hybrides : l’Algérie mise sur la science pour sa souveraineté agricole. Le cœur de cette révolution verte repose sur deux projets structurants. Le premier, d’ordre technologique, prévoit la création d’une unité de culture tissulaire dédiée à la production de plants. Cette installation, portée par le Centre de recherche en biotechnologie de Constantine (CRBt) en partenariat avec l’Agence de développement des

cultures stratégiques, ambitionne de produire jusqu’à 10 millions de plants par an. Le second projet, complémentaire au premier, concerne la mise en place d’une entité spécialisée dans la production de semences. L’accent est mis ici sur le maïs et les légumes hybrides. Ce volet repose sur les travaux de recherche menés par des universitaires de Tiaret, qui planchent sur le développement de semences locales. L’enjeu est de taille ! Créer des variétés résistantes et productives, spécifiquement calibrées pour le climat algérien, afin de ne plus dépendre des géants mondiaux de la semence. 4700 hectares : l’État met le foncier à disposition des producteurs de bananes. Au-delà de la prouesse technique, la réussite de ce plan passe par la terre. Le ministère

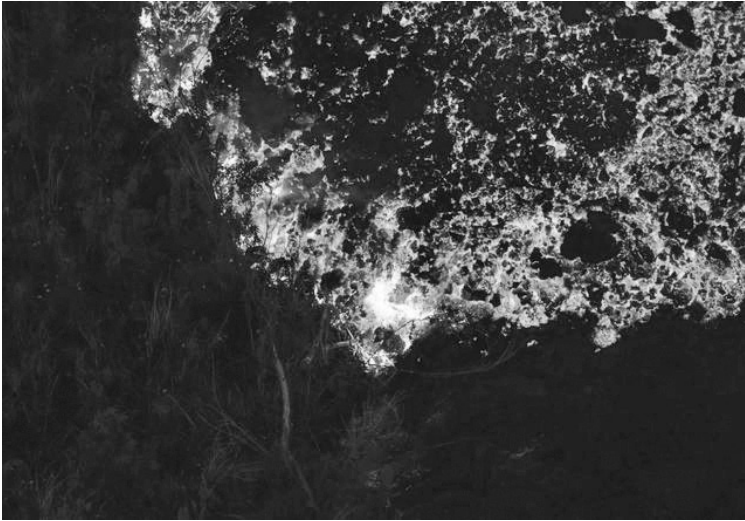


de l’Agriculture a d’ores et déjà identifié et réservé un vaste potentiel foncier pour les agriculteurs désireux de se lancer dans l’aventure de la banane. Ce sont plus de 4700 hectares de terres agricoles qui seront mis à disposition dans des zones reconnues pour leur aptitude à accueillir cette culture exigeante. Cette mesure vise à lever le principal frein à l’investissement dans ce secteur, l’accès au foncier. L’État ne compte pas s’arrêter à la simple mise à disposition de terrains. Le plan d’action

présenté lors de la réunion inclut un accompagnement global pour les agriculteurs. Allant du financement à la fourniture de plants certifiés par l’unité de culture tissulaire. En passant par l’appui des experts des centres de recherche pour le transfert de l’expertise scientifique. En somme, l’ambition affichée par cette double stratégie, alliant la haute technologie des biotechnologies à une politique foncière volontariste, dessine les contours d’une nouvelle ère pour l’agriculture algérienne.

A La Réunion, des coulées de lave coupent la route nationale reliant le sud à l'est, après l'éruption du piton de la Fournaise

Alors que la lave a recouvert une partie de la RN2, habitants et touristes affluent pour observer ce phénomène rare qui bouleverse le quotidien de l'île. Ce phénomène ne s'était plus produit depuis 2007. L'événement a lieu dans une zone totalement inhabitée, sans danger pour les personnes et les biens, selon le monde fr. Deux coulées de lave expulsées par le piton de la Fournaise, volcan en éruption depuis un mois à La Réunion, ont coupé la route nationale reliant le sud à l'est de l'île, une première en près de vingt ans, a déclaré vendredi 13 mars la préfecture. Un premier bras de lave a traversé la RN2 à 8 heures, heure locale (5 heures à Paris) « sur une longueur de 15 mètres et une hauteur de 1,5 mètre », précisent les services de l'Etat dans ce département



français de l'océan Indien sur les réseaux sociaux. Une seconde coulée a coupé la route à 9 h 27 (6 h 27 à Paris). « Ce front [de coulée] est actuellement (...) à 670 mètres de l'océan », précise l'Observatoire volcanologique du piton de la Fournaise sur sa page Facebook. La traversée de la route par la lave ne s'était plus produite depuis 2007. L'événement a lieu dans une zone totalement inhabitée, sans danger pour les personnes et les biens. Mais le phénomène a un impact

important sur la circulation entre l'est et le sud de l'île. Tout trajet direct entre les communes rurales de Saint-Philippe, au sud, et de Sainte-Rose, à l'est, est impossible. La seule possibilité pour rallier ces deux villages, distants de 32 kilomètres, est de faire le tour complet de l'île, faisant passer le trajet habituel de trente minutes à deux heures et demie. La lave menaçait de traverser l'axe de circulation depuis jeudi. Par mesure de sécurité, le préfet de La Réunion avait ordonné la fermeture, dès 15 heures jeudi, de la portion de la RN2, aussi nommée « route des laves », située dans le secteur de la coulée. Seuls les piétons et les cyclistes sont autorisés à franchir le barrage arrêtant la circulation des voitures. Depuis l'annonce d'une possible

traversée de la route par la lave, de nombreuses personnes, habitants de l'île et touristes, ont commencé à se rendre à proximité du site de la coulée. Depuis 1977 et en comptant l'événement de vendredi, la lave a traversé la RN2 à sept reprises. L'épisode de 1977 a marqué l'histoire et la mémoire collective de La Réunion : une coulée de lave s'était arrêtée aux portes de l'église de Sainte-Rose. Elle s'était séparée en deux bras qui avaient coulé le long de l'édifice religieux en l'épargnant. Depuis, l'église a été rebaptisée Notre-Dame des laves. Elle est devenue un des hauts lieux touristiques de l'est de l'île. Le piton de la Fournaise est entré en éruption le 13 février, pour la seconde fois de l'année.

Plus de 20 000 personnes de plus de 65 ans sont mortes à cause d'une chute en 2024, un phénomène en augmentation et encore inexpliqué

Le vieillissement de la population n'explique pas à lui seul la hausse des chutes meurtrières : entre 2019 et 2024, le taux de mortalité par chute rapporté aux plus de 65 ans a augmenté de 18 %, selon le monde fr. En France, plus de 20 000 personnes de plus de 65 ans sont mortes à cause d'une chute en 2024. Soit environ 5 000 de plus qu'en 2019, selon un bilan publié jeudi 12 mars par Santé publique France (SPF). En matière de chutes chez les plus de 65 ans, poursuit l'agence, « l'augmentation des taux de mortalité entre 2020 et 2024 est plus importante que ce qui était attendu ». A titre de comparaison, un peu plus de 3 000 Français sont morts d'un accident de la route en 2024,

selon les chiffres de l'Observatoire national de la sécurité routière. Les chutes sont, de longue date, la première cause de mort accidentelle chez les plus de 65 ans, ce qui a conduit le gouvernement à lancer un plan de sensibilisation en 2022. Ce dispositif visait à faire reculer de 20 % ces accidents d'ici la fin 2024, mais les chiffres de SPF ne témoignent pas d'une telle inflexion. L'agence précise toutefois que ses données s'arrêtent trop tôt pour conclure à la réussite ou à l'échec du plan. Cette « rupture tendancielle de la mortalité en lien avec une chute est particulièrement marquée chez les plus âgés », la hausse étant beaucoup plus importante chez les plus de 85 ans, précise Santé publique France.

Le vieillissement de la population n'explique pas à lui seul la hausse des chutes meurtrières : entre 2019 et 2024, le taux de mortalité par chute rapporté aux plus de 65 ans a augmenté de 18 %. D'où vient une telle aggravation ? L'agence ne peut que formuler des hypothèses. Elle avance notamment que la période du Covid, au début des années 2020, a peut-être joué à divers titres. La maladie a pu directement augmenter la fragilité de certains patients âgés. Mais les restrictions sanitaires ont, plus indirectement, potentiellement aggravé l'« inactivité physique et la sédentarité du fait des mesures de distanciation sociale ». Les chiffres font par ailleurs état de tendances contrastées entre les



sexes. Les femmes sont plus souvent hospitalisées à cause d'une chute, mais les hommes en meurent plus. « Ces données montrent la nécessité de poursuivre la surveillance

épidémiologique des décès et des hospitalisations en lien avec une chute et les actions déployées pour diminuer le fardeau des chutes », y compris chez les plus jeunes, conclut SPF.

Ces mesures prises par les pays européens contre l'envolée des prix à la pompe

Depuis la guerre au Moyen-Orient, la plupart des gouvernements européens tentent de limiter le surcoût auquel font face les usagers de la route, acheteurs de carburants fossiles. Certains, comme en France, cherchent des solutions indolores pour les finances publiques, d'autres sont plus volontaristes, selon le monde fr. Comment protéger les citoyens d'un choc sur le coût de l'essence ou du diesel ? Le gouvernement

français s'évertue à trouver des solutions pour atténuer la hausse récente des prix des carburants, qui ont bondi de façon spectaculaire depuis le début de la guerre au Moyen-Orient. L'opération consistant surtout à ne pas toucher aux recettes fiscales. L'entourage du premier ministre, Sébastien Lecornu, avait évoqué, mercredi 11 mars, un « plafonnement des marges » ou la possibilité de « lisser les hausses et les baisses », mais, jeudi, une

réunion entre le gouvernement et les distributeurs à Bercy n'a débouché sur aucune décision concernant un éventuel encadrement des prix. Seules quelques initiatives privées (Total, Leclerc) ont conduit à des plafonnements ou des baisses ponctuelles, au moment où, en moyenne, selon les calculs de l'AFP, le litre de SP95-E10 coûtait, jeudi, en France, 1,87 euro et celui de gazole, 2,03 euros. Comment font les autres pays européens, alors que, partout

sur le continent, automobilistes et routiers professionnels font face à des surcoûts considérables ? Certains, comme en France, cherchent des solutions indolores pour les finances publiques. Mais d'autres sont plus volontaristes. Royaume-Uni : gel maintenu des prix énergétiques Pas de mesure spéciale pour l'heure outre-Manche, où les prix du gaz et de l'électricité sont déterminés, quatre fois l'an par le régulateur, l'Office of Gas and Electricity

Markets. Ce dernier dévoilera le nouveau plafond le 1er avril, qui vaudra pour la période avril-juin. Le gouvernement a annoncé que ces plafonds resteront basés sur les prix du marché avant la guerre en Iran. Les prix à la pompe – 1,40 livre (1,62 euro) pour le litre d'essence et 1,58 livre (1,83 euro) pour le litre de diesel en moyenne le 12 mars, selon le site Fuel Finder UK – bénéficient d'un gel des taxes depuis déjà quelques années.

Cuba annonce la libération de 51 prisonniers après des entretiens avec le Vatican, sur fond de tensions avec Washington

L'Eglise catholique a joué depuis des décennies un rôle de médiatrice dans la libération de prisonniers politiques sur l'île communiste, visée par un embargo pétrolier., selon le monde fr

Le gouvernement cubain a annoncé, jeudi 12 mars, la libération«dans les prochains jours » de 51 prisonniers en signe de « bonne volonté » à l'égard du Vatican, médiateur historique entre La Havane et Washington. L'annonce intervient alors que Washington applique un embargo pétrolier de facto contre l'île communiste et que Donald Trump multiplie les déclarations offensives à son encontre.

Le communiqué du ministère des affaires étrangères cubain, qui ne donne pas le nom des bénéficiaires, ni les raisons de leur condamnation, précise qu'il s'agit de prisonniers ayant purgé « une partie significative de leur peine » et qui ont fait preuve de « bonne conduite en détention ». « Cette décision souveraine constitue une

pratique habituelle dans notre système de justice pénale », ajoute le communiqué.

L'Eglise catholique a joué depuis des décennies les médiatrices dans la libération de prisonniers politiques sur l'île communiste. Elle a également eu un rôle déterminant dans le dégel des relations diplomatiques entre Washington et La Havane en 2015, pendant le second mandat de Barack Obama (2013-2017).

760 personnes incarcérées

Le 28 février, lors d'une tournée diplomatique en Europe, le ministre des affaires étrangères cubain, Bruno Rodriguez, a été reçu en audience par le pape Léon XIV. Une semaine plus tôt, un haut fonctionnaire du Vatican, le secrétaire pour les relations avec les Etats, Paul Richard Gallagher, avait reçu deux diplomates américains : le chargé d'affaires à La Havane, Mike Hammer, et l'ambassadeur auprès du Saint-Siège, Brian Burh.

Selon l'organisation de défense des droits humains Justicia11 J, basée en dehors

de l'île, 760 personnes sont incarcérées à Cuba pour des raisons politiques, dont 358 pour leur participation aux manifestations historiques antigouvernementales du 11 juillet 2021.

La dernière médiation de l'Eglise catholique remonte à 2025. En janvier de cette année-là, le gouvernement cubain s'était engagé auprès du Vatican à libérer 553 prisonniers, en majorité des manifestants de 2021, après le retrait de Cuba par les Etats-Unis de Joe Biden (2021-2025) de la liste des « Etats soutenant le terrorisme ».

Le retrait de Cuba de cette liste avait été révoqué quelques jours plus tard par le président Donald Trump, à son arrivée à la Maison Blanche. Deux mois plus tard, La Havane avait assuré avoir achevé le processus de libération, même si des ONG de défense des droits humains avaient affirmé que seule une partie des personnes libérées étaient des prisonniers politiques.

« Printemps noir »

En 2010, l'Eglise catholique



avait déjà obtenu de Raul Castro (2006-2018) la libération de quelque 130 prisonniers politiques, parmi lesquels figuraient 75 détenus du « printemps noir », une vague de répression menée en 2003 contre la dissidence.

Cuba est l'un des rares pays d'Amérique latine à avoir reçu la visite de trois papes : François, en 2015, année du rapprochement historique entre Cuba et les Etats-Unis, Benoît XVI, en 2012, et Jean Paul II en 1998.

Washington multiplie ces dernières semaines les pressions sur les dirigeants de l'île. Donald Trump a déclaré envisager une «

prise de contrôle pacifique » de Cuba et assuré que le gouvernement communiste vivait « ses derniers moments », appelant l'île à conclure un accord avec son puissant voisin.

Le président américain affirme, par ailleurs, que des négociations sont en cours avec de hauts responsables de l'île. La Havane dément de tels contacts, tout en se disant disposée à dialoguer avec les Etats-Unis, mais « sans pression » ni « ingérence ». De son côté, le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, d'origine cubaine, a déclaré que Cuba devait « changer radicalement ».

L'Equateur déclare l'état d'urgence nationale à la suite de pluies meurtrières, plus de 50 000 sinistrés et de lourds dégâts agricoles

Le nombre de morts est passé de huit à onze entre mercredi et jeudi, d'après l'agence gouvernementale de gestion des risques. « La déclaration d'état d'urgence vise à répondre aux impacts négatifs et à empêcher leur extension », a annoncé le Secrétariat à la gestion des risques, selon le monde fr.

L'Equateur a décrété l'état d'urgence nationale en raison de la saison des pluies, qui a fait onze morts, plus de 50 000 sinistrés et de nombreux dégâts agricoles depuis janvier, a annoncé, vendredi 13 mars, le Secrétariat à la gestion des risques.



Les précipitations intenses et prolongées, accompagnées d'orages, ont fait déborder des rivières et provoqué des glissements de terrain, principalement dans les provinces côtières de Guayas, d'El Oro, Esmeraldas, de Los Rios, Manabi et de Santa

Elena, ainsi que dans les provinces andines de Loja et Chimborazo.

Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence pour soixante jours « en raison du niveau d'impact généré par les événements enregistrés dans le pays sur la population, le réseau routier, les infrastructures

et les moyens de subsistance », a précisé le secrétariat dans un communiqué.

« Une analyse technique met en évidence une intensification des pluies »

Le nombre de morts est passé de huit à onze entre mercredi et jeudi, d'après l'agence gouvernementale de gestion des risques. Deux personnes sont portées disparues, 24 blessées et près de 50 500 sinistrés. On recense 82 maisons détruites et plus de 13 500 endommagées, 994 hectares de cultures touchées, 173 hectares perdus et plus de 124 000 animaux d'élevage morts.

« La déclaration d'état d'urgence vise à répondre

aux impacts négatifs et à empêcher leur extension », a ajouté l'organisme. Sa responsable, Carolina Lozano, a affirmé qu'« une analyse technique met en évidence une intensification des pluies », qui touchent les 24 provinces de l'Equateur, pays situé entre la Colombie (au nord) et le Pérou (au sud).

Parmi les régions touchées figure l'archipel touristique des Galapagos, situé à 1 000 kilomètres de la côte. « Ces derniers jours, le nombre d'événements a augmenté de 56 % et l'impact sur la population de 154 % », a déclaré Mme Lozano sur le réseau social X.

Gouiri, un retour qui rassure Petkovic



De retour dans les rangs de l'Olympique de Marseille samedi à Toulouse (0-1), Amine Gouiri est attendu au stade de ce mois en équipe nationale après une longue absence. Devenu un titulaire indiscutable, Amine Gouiri fut stoppé dans son élan après une luxation à l'épaule contractée en octobre dernier lors du match Algérie-Ouganda 2-1 après un choc avec le gardien adverse. Opéré quelques temps après à Aspetar (Qatar), Gouiri a raté pour la deuxième fois consécutive une phase finale de la CAN. Contrairement à la précédente édition qui s'est déroulée en Côte d'Ivoire en 2024 où il se battait encore pour une place de titulaire, pour celle du Maroc, son statut avait changé, avec les espoirs des Algériens qui reposaient sur lui pour booster la ligne d'attaque. Son forfait à l'expédition marocaine a faussé les calculs de Vladimir Petkovic, qui pensait qu'avec sa présence, il venait enfin de trouver la bonne solution en pointe de l'attaque et de ne plus dépendre du seul Baghdad Bounedjah à ce poste. Après avoir repris en début d'année la compétition avec l'OM, Amine Gouiri a de nouveau connu récemment un petit souci de santé avec une blessure musculaire contractée pendant le stage effectué à Marbella il y a deux semaines.

Sachant que ce type de blessure peut entraîner parfois une absence de plusieurs semaines, d'où les inquiétudes sur sa présence au stage de l'EN prévu à la fin de ce mois. Heureusement, les doutes sur sa participation à ce regroupement se sont dissipés avec son retour à la compétition le weekend dernier à Toulouse. Il faut dire que le sélectionneur national n'aurait certainement pas vu d'un si bon œil un nouveau forfait de l'attaquant marseillais. Car ce regroupement du mois de mars est très important, puisqu'à l'issue duquel il aura déjà en tête la liste des joueurs qu'il retiendra pour la Coupe du monde 2026. Avec la programmation de deux matchs amicaux contre le Guatemala et l'Uruguay pendant ce stage, Petkovic souhaite avoir à sa disposition tous les joueurs, en premier Amine Gouiri, qui est absent du groupe depuis le mois d'octobre.

Une vidéo virale à Marseille

Pour son retour samedi à Toulouse, Amine Gouiri a pris part à une petite trentaine de minutes. Néanmoins, d'après la presse locale, il y a de fortes chances qu'il débute dans le onze rentrant le prochain match en championnat contre l'AJ Auxerre. Auteur d'une prestation décevante samedi passé, son concurrent Pierre Emrick Aubameyang devrait retourner sur le banc des remplaçants, annonce-t-on. L'autre indice qui fait qu'Amine Gouiri va reprendre sa place de titulaire, à l'entraînement cette semaine, il affiche une forme éclatante.

Mardi après la séance, une vidéo postée par le site officiel de l'OM dans laquelle on le voit réussir une sacrée reprise acrobatique à l'entraînement était partout sur les réseaux sociaux. Pour les internautes marseillais, le retour en forme de l'attaquant algérien serait annonciateur de bonnes nouvelles pour leur club favori. Les fans olympiens ont toujours en tête ses prestations stratosphériques le printemps dernier, lorsque grâce à ses buts, l'OM s'est assuré une qualification directe en Ligue des champions.

M. S.

Sport

NATIONAL
INTERNATIONAL

Sport



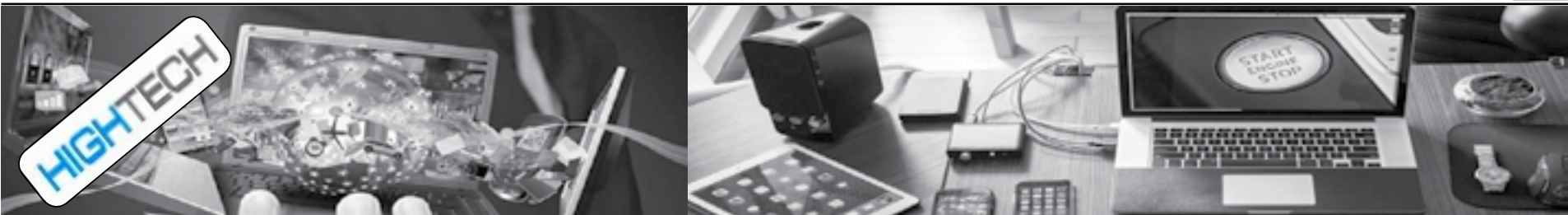
La Juventus veut chambouler toute son attaque

Les échecs David et Openda étant actés, le disparu Milik étant en fin de contrat en 2027, la Juve a changé son fusil d'épaule et prépare un mercato estival tourné vers les attaquants. C'est ce qu'on appelle la révolution permanente. À chaque mercato, la Juventus tente de reconstruire son attaque, à défaut de trouver la bonne formule ces dernières années. Les noms se succèdent au même rythme que les déceptions. Les dernières en dates ? Jonathan David et Loïs Openda, aux statistiques faméliques (8 buts pour le premier, 2 pour le second). Arrivés l'été dernier, les deux hommes ne devraient pas faire de vieux os (d'autant qu'Openda est simplement prêt). Mais alors, qui mènera l'attaque des Bianconeri la saison prochaine ? Roulements de tambour : Dusan Vlahovic ! Et oui, selon La Gazzetta dello Sport, on se dirige vers une prolongation

de contrat, inattendue, de l'attaquant serbe, blessé depuis de longues semaines. Ce dossier interminable semble toucher à sa fin, puisque faute de prétendants sérieux, il aurait donné son feu vert pour une prolongation. Rebondissement pour Vlahovic, 2 Parisiens dans le viseur Lui qui touchait 12 M€ par an, grâce à un contrat évolutif signé à son arrivée, pourrait signer un contrat court, d'un an ou deux, avec une baisse drastique de

salaire (le journal évoque des émoluments autour de 6-7 M€ par an). L'attaquant de 26 ans a été conforté aussi par le maintien de Luciano Spalletti, qui compte sur lui à l'avenir. Plus que sur David, Openda ou encore Milik, en fin de contrat en 2027. Mais difficile de ne miser que sur Vlahovic, souvent blessé et globalement décevant depuis son arrivée en fanfare en provenance de la Fiorentina à 85 M€ en janvier 2022. Et selon Calciomercato,

les dirigeants turinois regardent avec attention vers le Paris Saint-Germain. Dans l'optique de récupérer Randal Kolo Muani, déjà prêt la saison passée mais parti du côté de Tottenham après avoir échoué à trouver un accord l'été dernier. Le nom de Gonçalo Ramos est également cité, dans le cas où le Portugais réclamerait un départ pour manque de temps de jeu. Encore des feuilleteurs qui devraient durer l'été prochain...



L'un des secrets les mieux gardés de la guerre froide spatiale vient d'être révélé: Le programme Jumpseat

Après des décennies de secret, les États-Unis ont officiellement dévoilé Jumpseat, leur premier programme de satellites de collecte de signaux en orbite hautement elliptique. Ces satellites de renseignement étaient utilisés au début des années 1970 pour surveiller les activités militaires soviétiques.

Le National Reconnaissance Office (NRO), l'agence américaine chargée de concevoir, lancer et opérer les satellites de renseignement des États-Unis, vient de lever le voile sur l'un des secrets les mieux gardés de l'histoire de la surveillance spatiale américaine : le programme « Jumpseat ».

Il s'agissait de satellites espions stratégiques qui ont opéré durant la majeure partie de la seconde moitié du XX^e siècle. Pendant la guerre froide, entre 1971 et 1987, huit missions numérotées de 7701 à 7708 ont été lancées depuis la base de Vandenberg, en Californie, aux États-Unis. Une fois en orbite, ces satellites étaient les « grandes oreilles » des renseignements américains. Ils permettaient d'écouter le cœur militaire soviétique depuis l'espace.

Les vastes antennes, ces satellites Jumpseat capturaient un large éventail de signaux électroniques, de communications militaires et les télémessures instrumentales

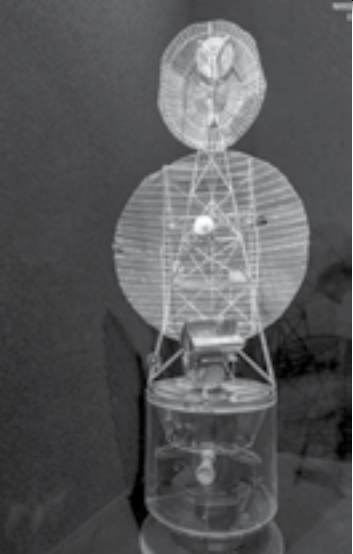
des essais de missiles balistiques soviétiques. Ils les transmettaient vers des installations terrestres pour analyse. Les renseignements ainsi obtenus alimentaient des agences clés comme la National Security Agency (NSA) et le Department of Defense, contribuant à la prise de décisions stratégiques au plus haut niveau.

L'orbite idéale pour tout capter

La particularité des Jumpseat, c'est qu'ils étaient positionnés sur des orbites hautes et elliptiques, dites de type Molniya. Leur point le plus bas (périgée) était situé autour de 1 000 kilomètres d'altitude. Leur apogée se trouvait au-delà de 37 000 kilomètres de la Terre.

C'est à cette dernière altitude que le satellite passait le plus de temps en orbite. L'inclinaison orbitale était également d'environ 63°. Un angle qui favorisait la couverture des hautes latitudes. Il restait alors longtemps au-dessus du nord de la planète, là où se trouvaient les installations militaires soviétiques, ce qui rendait l'écoute beaucoup plus efficace.

À l'époque, c'était une vraie révolution. Contrairement aux satellites militaires américains en orbite basse, comme Grab et Poppy, les Jumpseat offraient en effet une couverture quasi continue des zones stratégiques.



L'autre atout, c'est que la qualité de ce renseignement permanent permettait de réduire les risques de mauvaise interprétation lors des crises internationales. Ce programme a aussi posé les bases techniques des satellites d'écoute modernes en orbite elliptique.

De gros bébés en orbite haute

Sur le plan technique, en raison de leur masse d'environ deux tonnes et de la nécessité de les placer en orbite haute, les satellites Jumpseat étaient mis en orbite par des lanceurs

lourds Titan IIIC, puis Titan 34D. Une fois positionnés, ils déployaient une antenne parabolique géante, d'une taille estimée entre 15 et 20 mètres de diamètre. C'est elle qui servait à capter les signaux de très faible

intensité.

À bord, des récepteurs spécialisés interceptaient communications militaires, émissions radar et télémétrie de missiles balistiques. Des systèmes de pré-traitement des données filtraient les signaux avant leur transmission vers la Terre.

Massifs pour leur époque, ces satellites utilisaient une plateforme robuste, stabilisée par rotation, conçue pour des missions de très longue durée

. C'est pour cette raison que bien que désactivés depuis 2006, les huit satellites du programme errent toujours sur leur orbite tels des déchets spatiaux. À ce niveau d'altitude et en raison de leurs dimensions, leur dégradation est très lente.

Lors de leur mise à la retraite, ces satellites ont été remplacés par des technologies plus modernes. Si la NRO a déclassifié très partiellement ce programme, c'est pour mettre en lumière son rôle déterminant dans l'histoire de la surveillance spatiale et son héritage technologique. Mais, secret militaire oblige, même vingt ans après leur extinction, hormis quelques notes, de très nombreux documents comportant des détails d'ordre technique ne sont pas accessibles.

En Bref...

En une poignée de jours, le nom de Clawdbot est devenu viral dans les discussions autour de la tech et de la cybersécurité. Clawdbot est un chatbot d'un nouveau genre et il est tellement populaire que des clones malveillants sont apparus au point que son auteur vient de le rebaptiser Moltbot.

Lorsqu'on l'appelle, il va exploiter l'IA ou les IA demandées pour exécuter des actions réelles. Il peut à peu près tout faire à partir de l'application en question. C'est elle qui lui sert d'hébergement.

Prenons l'exemple d'un utilisateur qui lui demande à partir de WhatsApp de classer les e-mails de sa messagerie, de répondre aux messages urgents et de mettre les autres en attente. L'outil va se connecter à sa boîte e-mail via une API. Il va lire les messages non lus et décider lesquels sont urgents. Il va y répondre et classer ou archiver les autres.

Utilisé dans l'outil collaboratif Slack, si on lui demande dans son canal interne : « Fais un rapport des ventes de la semaine et envoie-le au directeur marketing », il va interroger les bases de données internes, extraire les données, générer un document et l'envoyer directement à la personne concernée par e-mail ou via Slack. C'est plutôt séduisant puisque l'outil transforme des applications de messagerie en interfaces de commande universelles.

Un chabot qui agit sans filtre

Mais voilà, ce chatbot qui agit comme une télécommande à partir d'une application, n'est pas sans danger. Le problème, c'est que l'on dispose de la puissance d'une IA probabiliste, comme celle de GPT ou de Mistral (LLM). Elle est branchée directement sur des systèmes réels (des applications) et elle s'exécute sans aucune supervision humaine ou validation avant action. Le risque est démultiplié, puisqu'avec un simple chatbot conversationnel, on peut s'attendre à une hallucination, mais l'utilisateur est toujours là pour la contrôler.

Comment cette batterie peut recharger 1 500 voitures

Dépassant de 12 mètres la grande pyramide de Khéops, l'infrastructure de ce monstre énergétique, qui s'élève dans la province du Jiangsu à quelques encablures de Shanghai, mesure 148 mètres de hauteur, soit environ 50 étages, pour une emprise au sol de 120 mètres de long sur 110 mètres de large.

À ce jour, Rudong EVx est la plus grande batterie jamais construite. Ces dimensions hors norme s'accompagnent d'une capacité de stockage elle aussi hors norme qui atteint 100 mégawattheures (MWh), dont 80 % est livrable en temps réel au réseau d'État chinois,

suffisamment pour recharger 1 500 véhicules.

Une technologie innovante qui utilise la force de gravité

Développée par l'entreprise suisse Energy Vault, la technologie qui fait fonctionner cette batterie king size est similaire à la méthode de stockage hydroélectrique par pompage (STEP), basée sur la gravité, qui stocke l'énergie

en pompant l'eau vers une altitude plus élevée.

Dans le cas de Rudong EVx, ce sont d'énormes blocs de béton de plusieurs tonnes, disposés à l'intérieur de la structure, qui montent ou redescendent pour

stocker et libérer de l'énergie. En exploitant la gravité, ces blocs peuvent produire d'immenses quantités d'électricité, qui sont ensuite injectées dans le réseau ou qui sont conservées en fonction des fluctuations de la demande.

Incluse dans un bâtiment de très grande taille, cette technologie gravitaire, à la fois flexible et économique, offre la possibilité de répondre efficacement aux besoins croissants en matière de recharge de véhicules électriques.

Dans l'est de la Chine, Rudong EVx est appelée à jouer un rôle de premier plan pour fournir de l'énergie décarbonée à grande

échelle, et ainsi diminuer de façon significative la dépendance aux hydrocarbures. Cette batterie géante marque une étape importante vers la durabilité énergétique : son modèle peut non seulement être répliqué, mais également amélioré.

D'ailleurs, cette infrastructure n'est que la première du genre. Le gouvernement chinois entend investir massivement pour développer les systèmes de stockage par gravité, avec plusieurs autres projets de grande taille prévus à travers le pays.



Prêt au Louvre Abu Dhabi Paris vigilant sur la sécurité des œuvres

Des voix en France sonnent l’alarme depuis le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient le 28 février. Plus de 200 œuvres françaises sont provisoirement exposées dans le musée émirati.

Né dans la controverse, le Louvre Abu Dhabi avait été décrié comme le symbole d’une marchandisation de l’art mais la guerre au Moyen-Orient soulève aujourd’hui de nouvelles interrogations liées à la sécurité des chefs-d’œuvre prêtés par la France au musée émirati. Projet colossal à la croisée de la culture et de la diplomatie, ce musée inauguré fin 2017 reste ouvert et a, pour l’heure, été épargné par les missiles iraniens qui ont visé les Émirats arabes unis. Mais Paris reste vigilant.

Les autorités françaises «sont en liaison étroite et régulière avec les autorités des Émirats arabes unis pour veiller à la protection des œuvres prêtées par la France au Louvre Abu Dhabi», fait savoir le ministère de la Culture, sollicité par l’AFP. «La sécurité de nos visiteurs, de notre personnel, ainsi que de nos collections (celles du musée ou celles en prêt) demeure notre priorité absolue», indique de son côté à l’AFP le musée émirati.

Une grande opacité entoure les œuvres issues des collections publiques françaises provisoirement exposées dans



cet écrin de 24.000 m2, fruit d’un partenariat qui doit rapporter à terme près d’un milliard d’euros à la France, dont 400 millions pour l’utilisation de la dénomination Le Louvre. Aucun des établissements français contactés par l’AFP, dont Le Louvre, Versailles, Beaubourg ou Orsay, ne souhaite indiquer quels tableaux ou sculptures sont en prêt à Abu Dhabi, dans le cadre d’un partenariat rémunéré à hauteur de 190 millions sur dix ans selon la Cour des comptes (hors expositions temporaires).

250 œuvres prêtées selon France Muséums

Tous renvoient à France Muséums, structure de droit privé qui accompagne le

développement du Louvre Abu Dhabi, dont la collection permanente compte quelque 600 pièces. Sollicitée par l’AFP, cette agence consent à indiquer que 250 œuvres sont actuellement en prêt mais refuse d’en donner le détail.

À l’ouverture en 2017, 300 œuvres avaient été prêtées par la France, dont des toiles de Vinci, Monet, Van Gogh ou Warhol et une statue de Ramses II. Sur son site, le Louvre indique confier «chaque année 100 chefs-d’œuvre de ses collections» à Abu Dhabi.

Avec le début de la guerre au Moyen-Orient le 28 février, certaines voix en France sonnent l’alarme. «Les œuvres

du Louvre à Abu Dhabi doivent être sécurisées !», exhorte la revue spécialisée La Tribune de l’art. «Il faut sortir les œuvres du Louvre Abu Dhabi», abonde dans Télrama Didier Selles, ex-négociateur français de l’accord avec les Emirats.

Une clause du traité franco-émirati de mars 2007, qui a donné naissance au musée, le permet sous conditions. Son article 13 dispose que «la partie française peut procéder au rapatriement sans délai de l’ensemble des œuvres» si elle «considère qu’un risque pèse sur la sécurité des œuvres».

En 2007, lors des débats houleux en France sur la création du musée, l’hypothèse d’un retour précipité des œuvres avait d’ailleurs été évoquée. «Nous ne prendrons aucun risque avec les œuvres», assurait Bruno Maquart, alors directeur général de France Muséums. «Nous pourrions faire une opération de repli et retirer les œuvres en cas de danger».

«Vive inquiétude» pour les musées et le patrimoine culturel de la région

Ce responsable, qui ne souhaite pas s’exprimer aujourd’hui, se référerait toutefois aux seuls risques liés à leur conservation (humidité, chaleur...), signe que les aléas géopolitiques étaient alors éclipsés par les débats éthiques. «Bizarrement, on ne s’était pas inquiétés du côté

potentiellement explosif de la région», confie à l’AFP une source culturelle haut placée, qui tient à rester anonyme.

Sans mentionner spécifiquement le Louvre Abu Dhabi, l’Icom, l’organisation internationale des musées, a d’ailleurs exprimé «sa vive inquiétude» face «aux risques» auxquels «sont exposés les musées et les sites du patrimoine culturel» de la région.

Certains se veulent toutefois rassurants s’agissant du Louvre Abu Dhabi. «Il n’y a pas de péril imminent», certifie à l’AFP une source proche du dossier. «C’est un musée moderne dont la conception a pris en compte les risques d’attaques terroristes ou de séisme». Le bâtiment, fait valoir le musée, est équipé «d’espaces sécurisés conçus pour protéger l’ensemble des collections». Un rapatriement, argumente également la source proche, ne serait par ailleurs pas sans danger : «Peut-on imaginer un pont aérien pour acheminer des œuvres en plein conflit ?».

USA

L'industrie cinématographique d'Atlanta en déclin

Les studios de cinéma Shadowbox à Atlanta ont accueilli environ 25 étudiants noirs pour la Backlot Academy. Ce programme lancé en 2022 afin de diversifier les rangs des professions où les relations personnelles déterminent souvent qui est embauché.

Des membres d’équipe chevronnés ont enseigné aux participants comment survivre à une journée de tournage, en apprenant à déchiffrer les feuilles d’appel, utiliser le jargon des talkies-walkies et survivre à des journées de 12 heures debout.

nse que ce qui est cool dans tout ça, comme il le disait, c’est que Stranger Things se déroule

en Russie, mais est tourné ici, à Atlanta, ce qui est très important, n’est-ce pas ? L’idée que vous pourriez avoir besoin de la Russie, de l’Himalaya ou même de Los Angeles, mais que vous pouvez le faire ici, à Atlanta, avec les habitants de Géorgie. Vous voyez ce que je veux dire ? Redonner cet argent à l’économie de la Géorgie et donner les moyens aux créatifs de notre ville, car je pense que beaucoup de gens pensent que Hollywood se trouve sous le soleil de Californie, alors qu’il est juste ici, dans notre arrière-cour. », a déclaré Jeremiah Cullen, directeur des ventes internationales, Shadowbox Studios.

Les responsables de Shadowbox déclarent toutefois que

l’industrie est en déclin, en particulier à Atlanta. Après avoir atteint un pic de 4,4 milliards de dollars en 2022, les dépenses consacrées à la production cinématographique et télévisuelle en Géorgie ont chuté, atteignant seulement 2,3 milliards de dollars au cours du dernier exercice fiscal, le nombre total de productions passant de 412 en 2022 à 245 l’année dernière.

« Il s’agit d’un programme pilote pour l’EICOP, qui est le programme de sensibilisation des universités à l’industrie du divertissement qui entretient des relations avec les universités historiquement noires d’Atlanta. Ce programme vise à recueillir les commentaires des étudiants sur ce qui les aide afin d’élaborer

un programme plus spécialisé pour leur programme d’été 2026. », a expliqué Seth Hauer, responsable du développement et de la durabilité de la main-d’œuvre, Shadowbox Studios.

Ce déclin s’est accéléré après que les grèves des scénaristes et des acteurs en 2023 ont interrompu les productions pendant des mois, portant un coup dur à une industrie qui se remettait encore des fermetures liées à la COVID-19.

« Je suis allé plusieurs fois à Los Angeles, j’ai pris l’avion une fois, mais c’est trop pour moi personnellement, et j’adore Atlanta. Je vais donc rester ici. Je vais m’en tenir à la scène cinématographique d’Atlanta pour l’instant. Si ça ne marche

pas et que je perds, ce n’est pas grave, je déménagerai, mais je veux voir où Atlanta peut aller à partir de là. », a indiqué Julian Williams, étudiant universitaire.

Marvel a quitté le marché géorgien son dernier film tourné dans cet État était « Thunderbolts » en 2025 et a transféré ses productions à grande échelle au Royaume-Uni, où la main-d’œuvre et les coûts de production sont moins élevés.

Les plateformes de streaming telles que Netflix tournent également de plus en plus à l’étranger, tout en produisant moins de programmes en général.



Netflix annonce une suite au film d'animation «Kpop Demon Hunters», plus gros succès de l'histoire de la plateforme

Le film est nommé dans deux catégories aux Oscars : celle du meilleur film d'animation et celle de la meilleure chanson originale.

Le géant du streaming Netflix a annoncé vendredi une suite à Kpop Demon Hunters, film d'animation à succès nommé dans deux catégories pour les Oscars, qui auront lieu à Los Angeles le 15 mars. «Kpop Demon Huntersreviendra dans une suite écrite et réalisée par Maggie Kang et Chris Appelhans», a écrit Netflix sur X. Ce film d'animation, qui raconte l'histoire d'un groupe de chanteuses de K-pop chassant



des démons, a marqué une étape supplémentaire dans la diffusion de la culture sud-coréenne dans le monde. Le film est nommé dans deux catégories aux Oscars : celle du meilleur film d'animation et celle de la meilleure chanson originale. La chanson Golden, tirée de la bande originale de Kpop Demon Hunters, a déjà gagné début février le prix de la Meilleure chanson écrite pour un support visuel aux Grammy Awards. La Corée du Sud avait déjà remporté des Grammy Awards par le passé mais la récompense pour «Golden» est la première pour une production K-pop. La réalisatrice et scénariste

coréo-canadienne Maggie Kang a préalablement confié qu'elle souhaitait «dépeindre la culture coréenne de manière authentique». «En tant que cinéaste coréenne, je ressens une immense fierté que le public veuille voir plus de cette histoire coréenne et de nos personnages coréens», a-t-elle déclaré, selon Netflix. Sorti en juin dernier, le film d'animation s'inscrit dans un rayonnement croissant des produits culturels sud-coréens, comme la Palme d'or 2019 pour Parasite de Bong Joon-ho, la série Squid Game ou encore les groupes de K-pop BTS et Blackpink.

Un duel au sommet attendu entre «Sinners» et «Une bataille après l'autre» pour d'imprévisibles Oscars

Les films de Ryan Coogler et de Paul Thomas Anderson ont raflé respectivement 16 et 13 nominations. Leurs équipes sont souvent nommées dans les mêmes catégories, notamment celles concernant les castings.

Avec un duel serré entre Sinners et Une bataille après l'autre, et la plupart des catégories d'acteurs impossibles à prédire, la 98e cérémonie des Oscars prévue dimanche 15 mars s'annonce comme la plus imprévisible depuis des années. «Tant que l'enveloppe finale du meilleur film n'aura pas été ouverte, nous ne saurons pas qui va gagner», résume auprès de l'AFP Clayton Davis, chroniqueur du magazine Variety. Sinners et Une bataille après l'autre ont chacun «une énorme opportunité de battre plusieurs records aux Oscars», rappelle-t-il.

Chroniques de résistances
Sinners est déjà le film le plus nommé de l'histoire : il concourt dans 16 catégories, et a une chance de battre le record de statuettes (11), détenu conjointement par Ben-Hur, Titanic et le troisième volet du Seigneur des Anneaux. À la fois film d'époque, conte de vampires et comédie musicale, ce long-métrage rythmé par le blues aborde le vague à l'âme des personnes noires dans l'Amérique ségrégationniste des années 1930. Son créateur Ryan Coogler, déjà

connu pour Black Panther, pourrait devenir le premier Afro-Américain à remporter l'Oscar du meilleur réalisateur. «L'amour pour Coogler est indéniable», parmi les nombreux votants sondés par Claytron Davis. Mais le favori reste Une bataille après l'autre. Nommée dans 13 catégories, la fresque de Paul Thomas Anderson sur les dérives extrémistes des États-Unis a dominé la quasi-totalité des prix précurseurs cette saison. Il peut aussi prétendre au record historique de statuettes. Ce thriller loufoque, où Leonardo DiCaprio incarne un ex-révolutionnaire gauchiste maladroit forcé de secourir sa fille des griffes d'un suprémaciste blanc, est plébiscité pour sa capacité à saisir les fractures politiques d'une Amérique irréconciliable, où tout se résout par les armes. Maintes fois nommé, jamais récompensé, Paul Thomas Anderson (There Will Be Blood, Magnolia, Licorice Pizza) a l'expérience de son côté pour enfin rafler l'Oscar du meilleur réalisateur. La guilde des cinéastes (DGA) lui a récemment attribué celle du meilleur réalisateur, tout comme les Golden Globes et récemment les Bafta, les César britanniques. Chez les acteurs, la seule garantie semble être l'Oscar de la meilleure actrice pour Jessie Buckley, magistrale dans Hamnet où elle incarne l'épouse de William Shakespeare, bouleversée par la



mort de son fils. «C'est le rouleau compresseur de la saison», constate le journaliste de Variety, en rappelant qu'elle a raflé tous les prix depuis janvier. Les autres courses sont à couteaux tirés. Timothée Chalamet semblait destiné au prix du meilleur acteur, grâce à son incarnation d'un joueur de ping-pong à l'ambition démesurée dans Marty Supreme. L'acteur et producteur du film semble être rattrapé par son double fictionnel, lui qui ne cache pas son ambition de décrocher la précieuse statuette qui lui a échappé l'année dernière en dépit de son impressionnante interprétation de Bob Dylan dans Un parfait inconnu de James Mangold. Un «syndrome Karla Sofia

Gascon» pour Chalamet Le Franco-Américain est en chute libre ces dernières semaines, notamment à cause de déclarations polémiques sur l'opéra et le ballet, qu'il considère comme des «trucs» dont plus personne n'a rien à faire. Sa «mésaventure» rappelle celle de l'actrice espagnole Karla Sofia Gascon qui, à la veille des Oscars, avait été rattrapée par une série de posts racistes, alors qu'elle partait favorite pour remporter l'Oscar de la meilleure actrice pour sa performance dans Emilia Pérez de Jacques Audiard, film qui était également en pole position dans la course pour le meilleur film international. La comédienne n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler cet épisode dans un post où elle s'adressait, avec humour, au

jeune acteur franco-américain en lui souhaitant «bonne chance pour les récompenses». Mais, contrairement à elle, les propos tenus par Timothée Chalamet ont refait surface après la fin des votes pour les Oscars. Cette situation constitue toutefois une aubaine pour la star de Sinners, Michael B. Jordan, qui vient de remporter l'Actor Award, décerné par ses pairs de la Guilde des comédiens (SAG) pour son double rôle de jumeaux mafieux épris de liberté. «Il est vraiment à deux pas de la ligne d'arrivée», estime Clayton Davis, sans pour autant exclure DiCaprio de la course. Les Oscars pour les meilleurs seconds rôles sont également disputés. Chez les hommes, Sean Penn pourrait décrocher un troisième Oscar d'interprétation pour son rôle de militaire caricatural et torturé par son racisme dans Une bataille après l'autre. Il est cependant concurrencé par la coqueluche du cinéma d'auteur Stellan Skarsgård (Valeur Sentimentale), et le vétéran américain Delroy Lindo (Sinners). Chez les femmes, Wunmi Mosaku, magnétique en guérisseuse vaudou dans Sinners, pourrait l'emporter. Mais Amy Madigan (Evanouie) et Teyana Taylor (Une bataille après l'autre) ont également leurs chances.



Manger des aliments allégés, ça vaut le coup ?

Une personne sur quatre achète régulièrement des produits allégés, que ce soit en matières grasses, en sucre ou en calories. Sont-ils vraiment un choix judicieux dans l'optique d'un amaigrissement ? Réponses d'une nutritionniste.

Yaourts 0 %, soda light, fromages allégés, crème fraîche légère, biscuits hypocaloriques, bonbons sans sucre... les produits allégés se bousculent sur les rayons de nos supermarchés et séduisent les personnes qui souhaitent perdre du poids. Pourtant, ces aliments minceur ne tiennent pas toujours leurs promesses. Explications d'Alexandra Murcier, diététicienne nutritionniste à Paris.

Définition : que sont les aliments ou produits allégés, light ou légers ? Light, 0 %, allégé, légers... il peut être difficile de s'y retrouver, face à ces nombreuses mentions pas toujours claires pour le consommateur. Les produits "allégés", "light" ou "légers" sont des aliments dont la teneur en un composant énergétique (sucre, matières grasses, sel ou alcool) a été réduite par rapport à un produit de référence classique. Selon la réglementation française et européenne (règlement (CE) n°1924/2006), ces mentions - dites allégations nutritionnelles - sont encadrées de façon très stricte par la loi.

- Un produit "allégé en..." ou "réduit en..." doit contenir au moins 30 % de moins du nutriment concerné (ex. graisses, sucres, calories) qu'un produit similaire.
- Un aliment vendu comme "sans sucres ajoutés" ne doit contenir aucun sucre d'ajout, ce qui ne signifie pas qu'il est non sucré, puisqu'il



peut contenir des sucres naturellement présents. C'est le cas par exemple des compotes ou des jus de fruits « sans sucre ajouté ».

- Le "Zéro sucre" « 0 % de sucre » ou "sans sucre" doit contenir moins de 0,5 g de sucre pour 100 g ou 100 ml.

"Light" ou "léger" sont quant à eux des termes non réglementés, mais souvent utilisés comme équivalents marketing d'"allégé" par l'industrie alimentaire. Prudence donc. Sont-ils vraiment intéressants dans la perte de poids ? Dans le cadre de la perte de poids, les produits allégés sont à double tranchant. « Certes, ils apportent moins de calories que leur équivalent non allégé, mais il y a plusieurs revers de médaille », relativise Alexandra Murcier. Ils sont souvent plus transformés, car la diminution ou suppression de matières grasses ou de sucre, doit forcément être compensée d'une manière ou d'une autre. Les produits allégés en matière grasse sont souvent plus sucrés, ou subissent des ajouts d'additifs épaississants ou d'agents de texture. Les allégés en sucre contiennent quant à eux des édulcorants intenses qui, pour certains, ne sont pas exempts de

risques sur la santé. Alexandra Murcier Diététicienne nutritionniste

Autre problème des aliments allégés : ils sont souvent moins goûteux, puisque le sucre et le gras contribuent largement à la saveur et à la texture du produit. « Le consommateur les mange donc avec moins de plaisir. Pour compenser ce manque de plaisir, il a tendance à en manger davantage, ce qui est totalement contre-productif ! » souligne notre experte.

Dernier point et non des moindres : les produits light sont aussi généralement moins rassasiants. Résultat : la faim revient plus rapidement et ici encore, on mange finalement souvent autant de calories voire davantage, qu'en optant d'emblée pour un produit non allégé. « Néanmoins, quelques produits allégés peuvent être intéressants et convenir parfaitement à certaines personnes, qui les trouvent bons au goût et qui ne compensent pas en mangeant davantage » précise Alexandra Murcier.

Produits light riches en aspartame : quels dangers ? Si les produits allégés ne sont a priori pas dangereux en quantité modérée, ils ne tiennent pas toujours

leur promesse. Opter pour des produits à teneur réduite en matière grasse, sucre ou calories ne suffit pas à perdre du poids, et peut même avoir l'effet inverse si on en abuse. Par ailleurs, il est recommandé de limiter la consommation de certains aliments riches en édulcorants intenses (aspartame et acesulfame K), utilisés dans les produits « sans sucre » ou « allégés en sucre ». « L'aspartame a été classé comme "possiblement cancérigène pour l'homme" (groupe 2B) par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) » indique notre experte. Ce qui signifie que son innocuité n'est pas garantie. D'autres problèmes ont été soulevés avec les édulcorants intenses (aspartame et acesulfame K) présents en quantité importante dans les sodas ou boissons light. Plusieurs grandes études de cohorte ont ainsi trouvé une association positive entre la consommation d'édulcorants intenses (dont aspartame et acésulfame-K) et un risque plus élevé de diabète de type 2 et d'autres maladies métaboliques. Parmi les hypothèses expliquant ce phénomène : ces édulcorants perturberaient le microbiote intestinal

et activeraient des récepteurs du goût sucré extra-bucaux, provoquant la sécrétion d'insuline.

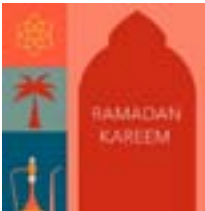
Alexandra Murcier Newsletter

Et comme expliqué précédemment, ils agiraient sur le comportement alimentaire du consommateur, en induisant une compensation calorique et en entretenant l'appétence pour le goût sucré. Apprendre à lire les étiquettes pour éviter les pièges

Pour ne pas tomber dans les pièges marketings de l'allégé, il est essentiel de lire les étiquettes et de comparer les différents produits, allégés et non allégés. Par exemple, une crème dessert à la vanille peut être « allégée » mais rester plus calorique qu'un yaourt ordinaire au lait entier. Les biscuits « allégés en matières grasses » sont souvent plus sucrés et tout aussi caloriques que des biscuits ordinaires, et certains fromages allégés (exemple : gruyère allégé) restent plus gras et caloriques que d'autres fromages non allégés mais naturellement moins gras (cancoillotte ou fromages frais).

« Pour comparer deux aliments, Il faut examiner leur valeur calorique pour un même poids (pour 100 g ou une même identique), et comparer leur teneur en sucres ajoutés (glucides » dont sucres), qui doit idéalement être la plus basse possible », explique Alexandra Murcier.

D'une manière générale, il est toujours recommandé de privilégier les aliments naturellement légers (yaourt nature, viande maigre, jambon, compote sans sucre ajouté) aux produits qui ont subi un allègement artificiel.



Faire des boutures ? Conseils pour réussir à tous les coups

À partir d'une feuille, d'une tige ou d'un morceau de racine, on peut engendrer de très belles plantes. C'est la technique du «bouturage». Placé dans des conditions spécifiques, le fragment prélevé forme des racines, puis une nouvelle plante, identique à celle dite «mère». Il s'agit là de l'extraordinaire faculté des jeunes tissus végétaux à produire les organes qui leur manquent pour devenir une plante à part entière.

Comment bouturer un avocat?
Débarassez le noyau d'un avocat bio (pour un bon résultat) de sa chair. Piquez-le avec 3 ou 4 épingles ou cure-dents, et posez le tout sur un verre de façon que la base aplatie du noyau soit immergée sur au moins 2 cm. Placez le verre dans un endroit chaud, près d'une fenêtre. Un mois plus tard, observez si le noyau s'est ouvert et si un germe apparaît. Il est prêt à être planté lorsque le germe est devenu racine (au moins 3 cm) et qu'un bourgeon est présent (env. 2 mois). Enterrez alors sa base dans un pot rempli de terreau, racine vers le bas. Installez le plant dans un endroit lumineux, arrosez-le régulièrement mais sans excès. Comptez une dizaine de jours pour voir poindre les premières feuilles
L'astuce. Pour une germination plus courte (environ 15 jours), enveloppez le noyau dans du papier absorbant mouillé. Enfermez le tout hermétiquement dans une boîte en plastique.

Ça marche aussi avec la mangue (retirer la coque dure qui enferme la graine), le litchi, la datte, le néflier du Japon...

Comment bouturer du gingembre et du curcuma ?
Choisissez un morceau de rhizome vigoureux. Remplissez un pot large (Ø 35 x H 30 cm) de terreau. Posez le rhizome à plat, enfoncez-le un peu, et rajoutez du terreau sans le recouvrir. Arrosez copieusement, puis très modérément, jusqu'à l'apparition des jeunes pousses. Maintenez toujours humide en surface. Vous pourrez récolter des rhizomes frais au bout de cinq à six mois.
A savoir : pour se développer, le gingembre et le curcuma ont besoin d'une température comprise entre 22 et 25°C.

Comment bouturer un papyrus?
Un original ce papyrus : c'est la seule plante à se bouturer de cette façon ! Coupez une de ses tiges avec sa couronne de feuilles. Raccourcissez ces dernières des deux tiers de leur longueur. Remplissez un verre d'eau et plongez-y la tige, la tête vers le bas. Maintenez le niveau d'eau. En quelques jours, des racines vont pousser à la base des feuilles, vers le bas, puis des jeunes tiges feuillues, vers le haut. Enterrez la bouture en laissant hors de terre une grande partie des nouvelles tiges.

Comment bouturer un lierre ?
Couvrez un grand verre rempli d'eau avec du film plastique percé de quelques trous. Introduisez

dans chacun une tige de lierre de 12 à 15 cm, sans feuilles, sauf celles de l'extrémité. Quand les racines qui apparaissent le long des tiges mesurent environ 3 cm, vos jeunes lierres sont bons à planter.

L'alternative : plantez 5 tiges, effeuillées comme précédemment dans un pot rempli de terreau à semis. Arrosez et piquez sur les bords 2 à 3 piques à brochette. Enfermez le pot dans un plastique transparent à l'envers (ouverture vers le bas) : les piques empêcheront le plastique de toucher les lierres en bouturage. Maintenez le terreau humide et placez au chaud (18 à 20°C). Quand de nouvelles feuilles apparaissent, vos boutures sont enracinées. Rempotez dans un terreau pour plantes vertes.
Ça marche aussi avec la misère, le pothos, le ficus...

Comment bouturer des patates douces ?
Achetez une patate douce dans un magasin bio (elle produira des tiges plus vite). Posez-la verticalement sur un vase à col étroit. Remplissez celui-ci d'eau jusqu'à ce qu'un quart environ du tubercule soit immergé. Sous une dizaine de jours, des racines apparaissent dans l'eau, et des tiges sortent de la partie non immergée du tubercule. Certaines variétés donnent de jolies feuilles pourpres.
A savoir : il est facile de faire raciner dans l'eau les extrémités des jeunes tiges afin de les planter dans les jardinières estivales : ce



feuillage exubérant met en valeur les fleurs d'été.
Ça marche aussi avec la pomme de terre, l'ail, l'oignon, l'échalote...

Les clés pour réussir de belles boutures
Veillez à maintenir une forte humidité, tant dans l'atmosphère qu'au niveau du terreau. Ce dernier doit être drainant : ajoutez une grosse poignée de perlite, ou de sable grossier, pour l'équivalent de 5 l de terreau spécial plantes vertes. Prélevez vos boutures sur une plante saine (sans parasite ni maladie), et de croissance vigoureuse. Les noyaux doivent provenir de fruits bien mûrs et bio.
Le printemps est la période idéale, c'est celle de pleine croissance des plantes. En hiver, placez vos boutures près d'une source de chaleur.

Quelles sont 5 plantes qui se reproduisent facilement par bouture ?

La bouture de tige est une méthode simple pour multiplier vos plantes préférées. Les plantes comme le bégonia, le Ceropegia, le Dieffenbachia, le Scindapsus et le Peperomia se prêtent bien à ce type de bouturage.

Quelles plantes ne peut-on pas bouturer ?
En général, toutes les plantes d'intérieur qui ont des tiges peuvent se bouturer soit dans l'eau, soit dans la terre. En revanche, les plantes grasses et les plantes d'extérieur se bouturent directement en terre.

Est-ce qu'une branche peut faire des racines ?
Une plante ne se reproduit pas nécessairement au moyen d'une fleur ou d'un fruit, certaines variétés n'en ont pas besoin et poussent à partir d'une branche, d'une feuille ou d'une racine. Quand une branche ou une feuille est coupée, la plante peut fabriquer des racines à partir de la coupure.

Cette tendance mode que l'on verra partout en 2026

2026 s'annonce sous le signe de la transparence côté mode. Dans son rapport annuel, Pinterest révèle qu'une matière en particulier sera la grande tendance de l'année à venir. D'après la plateforme, il s'agit d'un style qui apporte «une élégance inattendue à tout». On l'a déjà vue chez de nombreuses célébrités cette année, notamment sur la robe de mariée de Lauren Sánchez, portée en juin 2025 et signée Dolce & Gabbana, mais aussi sur les podiums des défilés automne-hiver 2025-2026, chez Dior, Saint Laurent ou encore Chloé. Cette tendance marque le désir de la génération Z et des millennials d'un retour au coquet et à une certaine sensualité dans l'univers de la mode. Ce délicat tissu trônera en maître



en 2026 selon Pinterest

La tendance phare de 2026 est

sans conteste la dentelle. Pour justifier ce choix, Pinterest précise : «Le napperon fait son

grand retour en 2026, apportant une élégance inattendue à tout. Les blousons bombers se parent de cols en dentelle, les bandanas arborent de délicates broderies et même les coques de téléphone se mettent au crochet.» Le site ajoute également qu'il y a eu une forte hausse des recherches liées à cette matière, avec +55 % pour la ceinture en dentelle et +150 % pour le bandana en dentelle. Très populaire dans les années 2000, la dentelle se distingue par une esthétique qui peut varier du sage au très glamour, notamment lorsqu'elle est noire. Aujourd'hui, elle connaît un véritable regain d'intérêt, en particulier sur les réseaux sociaux. Sur Instagram, le hashtag #lacefashion compte plus de 50 000 publications, témoignant de l'engouement de la génération Z

et des millennials pour ces pièces délicates. L'influenceuse Chloé Lecareux, suivie par plus de 500 000 abonnés, l'avait d'ailleurs confirmé en mai dernier en arborant un carré de dentelle dans sa crinière blonde, qu'elle associait à une esthétique bohème et à un look de vacances. La dentelle a rendu gaga la sphère mode en 2025. Si ce tissu indémodable, longtemps associé à la lingerie, est aujourd'hui prédit comme une tendance forte de 2026, ce n'est pas un hasard. En 2025, la transparence a régné en maître. Et oui, cette année a été synonyme d'audace chez les célébrités, et quoi de mieux que la dentelle pour oser ? Son aspect léger et délicat en fait une matière idéale pour jouer avec la transparence.

À Rome sous les ors du palais Barberini, le couturier Valentino mêle années 1980 et splendeur baroque

Le défilé automne-hiver 2026-2027 a été retransmis en direct sur les réseaux sociaux de Valentino ainsi que sur plusieurs écrans géants disposés dans l'espace public à Rome, Milan et Naples.

Deux mois après le décès de son créateur, la maison Valentino a renoué avec ses origines en présentant sa nouvelle collection inspirée notamment des années 1980, en plein cœur de Rome, dans le cadre majestueux du palais Barberini. Plus de 700 personnes, parmi lesquelles la star hollywoodienne Gwyneth Paltrow, ont assisté le 12 mars au défilé dans les salons de réception du palais baroque, siège des collections de la Galerie nationale d'art antique qui comptent notamment des œuvres du Caravage et de Raphaël. Valentino, réputé pour habiller certaines des femmes les plus glamours du monde, dévoile habituellement ses collections à Paris, bien que la marque ait été fondée dans la Ville éternelle en 1960. Cette fois-ci, la Paris Fashion Week parisienne a peine terminée son directeur artistique Alessandro Michele a choisi de revenir à Rome pour la collection automne-hiver 2026-2027, la première de prêt-à-porter depuis

le décès de Valentino Garavani à l'âge de 93 ans, le 19 janvier. Après avoir gravi l'escalier hélicoïdal de Francesco Borromini, c'est en foulant un sol de gazon synthétique que des silhouettes féminines et masculines aux tenues fortement inspirées des années 1980 se sont dévoilées au milieu des tableaux de maîtres. Intitulé Interferenze (interférences ou perturbations), le défilé s'est déroulé en partie sous l'immense fresque du XVII^e siècle réalisée par Pietro da Cortona, Le Triomphe de la Divine Providence, qui orne le plafond du grand salon du Palazzo Barberini. Épaules structurées, tailles cintrées par des ceintures smoking et mini jupes étaient à l'honneur, le tout accessoirisé de bijoux imposants et scintillants, notamment des perles géantes et des pendentifs massifs.

«Le rouge est très difficile à manier»
Alessandro Michele, arrivé dans la maison en 2024, a rappelé qu'à la fin des années 1980 et dans les années 1990, Valentino Garavani «travaillait encore d'arrachepied et créait, de ses mains, la beauté». C'était une période de «positivité», d'«émancipation» où les femmes, en particulier, reprenaient le contrôle de leur corps, a-t-il confié aux journa-

listes en coulisses. En jouant avec les plis et les drapés, Alessandro Michele a repris les codes de Valentino qui «construisait l'image d'une déesse... plaçant la femme au centre du monde», a-t-il expliqué. La longue robe clôturant le show, avec dos nu plongeant et traîne, a fait sensation dans le rouge emblématique de Valentino. «Le rouge est très difficile à manier», a admis Alessandro Michele, tout en précisant qu'il était essentiel à l'identité de la marque. Pour en donner un avant-goût, Valentino avait publié sur son site une vidéo mêlant des images emblématiques du palais romain, de la sculpture en marbre La Velata d'Antonio Corradini à la spectaculaire fresque du plafond de Pietro da Cortona. «Le palais Barberini se présente comme le cadre idéal pour un défilé de mode, parce qu'il rend visible la friction constitutive entre rigueur et débordement qui traverse l'architecture comme le vêtement», a estimé Alessandro Michele dans les notes du défilé. «Dans cette tension qui traverse la pierre autant que le tissu, le défilé Interferenze rend visible la friction entre les codes et la déviation à leur égard, entre légèreté et gravité, règle et excès, trans-



parence et opacité, conformité et transgression», a-t-il développé. Alessandro Michele est le quatrième directeur artistique de la maison depuis que Valentino Garavani, qui s'est formé et a travaillé à Paris avant d'ouvrir sa maison de couture à Rome, a pris sa retraite en 2008. Il avait auparavant passé sept ans chez Gucci, maison qu'il a contribué à transformer. Comme tout le secteur du luxe, le

groupe Valentino a été confronté ces dernières années à de nombreux défis, tels que le ralentissement de la demande, les effets de l'inflation et les incertitudes géopolitiques. La marque est désormais détenue majoritairement par le fonds d'investissement qatari Mayhoola, le groupe de luxe Kering en possédant également 30%.

YouTube s'installe dans les salles de cinéma et s'empare de la fiction

Les «créateurs de contenus» multiplient les sorties sur grand écran. Un processus désormais bien rodé en France, mais qui ne remplit pas encore les salles.
Rouge et noire, inquiétante, l'affiche d'Iron Lung trône sur la façade du cinéma mk2 Bibliothèque à Paris. Inspiré d'un jeu vidéo d'horreur indépendant, le film de l'américain Markiplier, star de YouTube, n'est programmé que deux jours dans toute la France. La séance de 21 heures dans la grande salle, 580 places, est complète. «À la base, on est fans du jeu», explique Louis, 27 ans, qui discute avec trois copains devant l'entrée. «Markiplier, c'est avant tout un «gamer» qui filme ses parties de jeu vidéo, on le suit depuis longtemps. Venir en salle, c'est un prolongement de cette communauté». Sur YouTube, cette «communauté» regroupe aujourd'hui 38 millions d'adeptes dans le monde. Dans la salle, bondée, Charlotte et Andy en font partie. «On connaît tout le parcours de Markiplier, on a vu l'évolution de ses vidéos. Tout l'amenait au cinéma... Ça ne nous surprend pas qu'il sorte un film en salle.». Pourtant, Iron Lung est une



première(Nouvelle fenêtre). Jamais un «créateur de contenu» n'avait financé, auto-produit et intégralement réalisé une œuvre de fiction destinée au grand écran. Aux États-Unis le film était programmé dans 60 salles. Les fans de Markiplier, soigneusement échauffés par leur idole, ont fait pression et obtenu sa diffusion dans 3 000 salles. Un temps deuxième au box-office, Iron Lung a généré outre-atlantique plus de 40 millions de dollars de recettes. De quoi s'attendre à un énième blockbuster, version YouTube. «C'est bien si YouTube permet de faire exister des films origi-

naux»
Surprise ! Après deux heures d'un huis clos gore étouffant dans un sous-marin au beau milieu d'un océan de sang: Iron Lung relève plutôt de l'objet cinématographique non identifié. À l'issue de la séance, les fans, comme Charlotte et Andy, sont plutôt conquis par ce côté expérimental. «C'est hyper osé visuellement, hyper bien fait. C'est plus une expérience sensorielle qu'un film... Je ne pense pas que ce serait sorti dans le circuit cinéma classique. C'est bien si YouTube permet de faire exister des films originaux...» You-

Tube, nouveau vivier du cinéma indépendant, vraiment ? Chez mk2, distributeur d'Iron Lung en France, on y croit. «Franchement, c'est vrai, Markiplier n'aurait pas eu la liberté de faire un film pareil dans le système de production traditionnel.» assure Étienne Rouillon, directeur de mk2.alt, l'entité chargée des films issus de la «creator economy», dont font partie les contenus diffusés sur YouTube. «On lui aurait dit coupe, c'est trop long, tu vas perdre ton public, tu viens de YouTube et les gens ne veulent pas ça, etc... Là, il a fait ce qu'il voulait.» Mk2 est aujourd'hui le seul distributeur en France qui parie sur les youtubeurs.
«Avec Kaizen, on a créé un usage»
L'idée a pris forme après le désastre du Covid, quand toute la profession angoissait : comment redonner aux spectateurs l'habitude du cinéma ? Et conquérir un nouveau public ? Le Centre national du cinéma (CNC) décide alors de soutenir des projets susceptibles d'attirer les plus jeunes dans les salles. Dont celui, balbutiant, de mk2, qui propose des petites avant-premières de contenus YouTube. «Au début on allait

chercher plusieurs formats courts de différents auteurs et on faisait une soirée» raconte Étienne Rouillon. «Mais rapidement ça a évolué vers des projections unitaires, surtout de documentaires. Et quand Kaizen est arrivé, on était là.»
En septembre 2024, le documentaire de la star de YouTube Inoxtag, relatant son ascension de l'Everest, distribué par mk2, est à l'affiche de plus de 450 cinémas en France. 310 000 entrées en moins de deux jours(Nouvelle fenêtre). Une déflagration pour des salles dont la fréquentation est toujours en berne, 13% de moins qu'avant le covid. «Il y a eu un avant et un après Kaizen», résume Romain Cabrolier, le directeur des partenariats chez YouTube France. «Kaizen c'était la sortie événementielle au cinéma d'un produit qui serait accessible gratuitement le lendemain sur YouTube. Et pourtant, les fans d'Inoxtag sont venus, en amenant des gens qui n'en avaient jamais entendu parler. Ça a validé l'idée qu'on peut remplir des salles avec des contenus pas forcément destinés au cinéma mais qu'on a envie de voir en famille ou entre amis... Avec Kaizen, on a créé un usage.»

ANNABA:**Examen de plusieurs dossiers lors de la réunion du Conseil exécutif présidée par le wali, Abdelkrim Lamouri****R.C**

Jeudi dernier, le 12 mars 2026, a eu lieu au siège de la wilaya une réunion du conseil exécutif présidée par le wali, Lamouri Abdelkrim, en présence du P/APW, du Secrétaire générale de la wilaya, du wali-délégué de la circonscription Benaouda Benmostefa ainsi que des dames et messieurs membres du conseil exécutif.

Le wali, Abdelkrim Lamouri, a présidé la réunion dédiée à l'examen de plusieurs dossiers prévus dans l'ordre du jour comprenant :

Étude de position des programmes liés à :

- L'état des projets du Fonds de garantie et de solidarité pour les instances locales 2026, y compris les projets en cours par

les directions.

- L'état d'avancement des projets du Programme d'appui au développement social et économique 2026.

- La situation des projets financés par le budget de l'État

- La situation des projets financés par le budget des communes

Le wali a insisté sur la nécessité d'achever et de clôturer toutes les opérations connaissant des retards. Parmi les recommandations instruites par le wali figurent :

Le suivi de tous les programmes et projets programmés.

L'institution d'un concours pour la commune la plus propre et la plus belle.

Les réceptions citoyennes : Le wali a souligné la nécessité d'accorder une importance suffisante au dossier de l'accueil

et de l'écoute des citoyens de leurs préoccupations pour les prendre en charge conformément aux lois qui y sont appliquées.

L'établissement d'un état exhaustif sur les fuites d'eau et leur réparation (ADE), afin d'utiliser la quantité d'eau potable pour en tirer le meilleur parti. Le wali a insisté sur la nécessité de s'attaquer aux fuites en vue de les éliminer.

La réhabilitation des routes (remise en état) après la coupure et l'ouverture des routes par les institutions et directions techniques, à cet égard, le wali a émis des instructions strictes sur la nécessité de rétablir les routes à leur état d'origine après les travaux réalisés.

Le suivi de près du dossier d'adressage : Après avoir présenté une position complète

sur l'évolution du processus, le wali a fixé une date à la fin mars pour l'évaluation du processus de titre.

Le suivi de la situation environnementale et les campagnes de déoustication: À cet égard, et suite aux résultats des inspections sur le terrain et de l'évaluation de divers bureaux municipaux de santé, le wali a émis des instructions pour élaborer un programme d'intervention pour l'élimination des moustiques qui doit impliquer tous les services techniques concernés.

La distribution de logements à l'occasion du 05 juillet 2026, les chefs de daïra, le directeur du logement, le directeur de l'état de l'agence AADL, le directeur général du département de l'aménagement et de la

gestion immobilière ont été chargés de suivre et d'ajuster les programmes de logements programmés pour distribution.

La bourse scolaire pour la saison 2026-2027, M. Elwali a insisté sur l'accomplissement de toutes les procédures pour permettre la distribution de cette bourse à ses bénéficiaires dans les zones spécifiées. Par ailleurs, les délégués et présidents de départements ont été exhortés à donner suite à tous les projets de création d'équipements éducatifs dans le cadre de la préparation de la rentrée prochaine, en soulignant que les élèves dvront être accueillis dans les meilleures conditions.